

CHAPITRE III

Rôle politique de la Peur.

Malgré l'insuffisance avouée de mes connaissances en occultisme, je ne crois pas téméraire de tenter une classification des fantômes et de rechercher les lois de leur formation.

Pour les cataloguer utilement, il faut d'abord délimiter leur puissance respective.

On admettra aisément, et sans démonstration, je pense, que la plupart des grands événements du passé ont été réalisés sous l'influence de fantômes. Étudiée d'un point de vue assez élevé pour saisir son ensemble, l'histoire apparaît comme la collection des efforts des peuples pour créer des fantômes ou les détruire. La politique, ancienne ou moderne, n'est qu'une lutte de fantômes.

Mais toutes ces ombres ne possèdent pas un pouvoir égal; elles ont leur hiérarchie et c'est ici qu'intervient la nécessité d'une classification.

A son sommet règne une petite cohorte de fantômes très puissants, très redoutables, contre lesquels toute résistance serait vaine. Le temps seul est leur maître.

Ces ombres souveraines sont celles des fondateurs de grandes croyances. Du fond de leur tombeau, ils dictent impérieusement leurs lois à des millions d'hommes. C'est pour les servir que de brillantes civilisations ont surgi, que les peuples se sont

furieusement combattus et que tout récemment encore 30.000 Arméniens furent massacrés en quelques jours.

Au-dessous de ces maîtres redoutés, évoluent les fantômes des héros. Quelques-uns se bornent à créer les légendes et les mythes encadrant l'idéal des peuples, mais il en est d'assez forts pour exercer leur influence, bienfaisante ou néfaste, sur des événements très éloignés d'eux. Tel, par exemple, le fantôme de Napoléon qui fit sacrer empereur son neveu et nous valut Sedan.

A l'autre extrémité de cette hiérarchie des ombres grouille une légion immense de petits fantômes bruyants, tapageurs et vains, sans puissance réelle et sans durée. Ils terrifient parfois les âmes craintives, mais s'évanouissent comme des bulles de savon dès qu'on est assez hardi pour en approcher.

Tous ces petits spectres éphémères, grimaçants et futiles, sont perpétuellement enfantés par un autre fantôme, invulnérable celui-là et immortel : le fantôme colossal de la peur. Son pouvoir s'exerce depuis les origines du monde et le temps ne l'a pas effleuré encore.

Je ne sais si, comme l'affirmait le grand poète Lucrèce, le fantôme de la peur engendra les dieux, mais je suis très certain que si son influence n'avait pas constamment dominé les peuples et leurs maîtres, le cours de l'histoire eût été tout autre. Et je sais bien encore que si ce terrible despote, et ses fils innombrables, n'agitaient pas inlassablement leurs ombres sur notre Parlement, l'effrayante anarchie où nous sommes plongés aurait fait place à l'ordre et à la discipline sans lesquels aucune société ne peut subsister.

*
* *

Tous ces fantômes, celui de la peur comme ceux qu'il engendre, furent connus des grands hommes

d'Etat. Savoir les utiliser fit partie de leur génie. Les simples politiciens les subissent, mais ne les utilisent pas.

L'histoire lamentable de la grève des postiers révéla à quel point des gouvernants, un peu trop dépourvus de génie, peuvent être terrifiés par les moindres spectres. Elle a montré aussi comment se développent ces derniers dès qu'on néglige de les maîtriser et avec quelle facilité ils s'effondrent sous la main qui ose les toucher.

Il était d'abord tout petit, le fantôme créé par les postiers. Rien n'eût été plus aisé, l'événement l'a prouvé et je l'avais annoncé dans un article de *l'Opinion*, que de l'anéantir. Mais la terreur de cette ombre vaine avait tellement paralysé le gouvernement qu'il capitula vite et si humblement que les délégués postiers purent assurer publiquement avoir vu les ministres « presque à leurs genoux, les suppliant de reprendre leur service ».

L'humilité de cette attitude fut d'ailleurs finalement très utile. Lorsque, dans un Etat, une classe, une caste, un parti s' imagine être tout-puissant, il songe aussitôt à devenir le maître. Stupéfaite d'avoir intimidé le Parlement, la magistrature et l'armée, la caste des postiers se croyant invincible voulut utiliser son petit fantôme sans même lui laisser le temps de grandir.

Sous un prétexte quelconque une nouvelle grève fut décrétée. A moins d'admettre que la France serait à l'avenir gouvernée par une délégation de commis des postes il fallait bien se défendre. On se défendit et, dès le premier choc la bulle de savon s'évanouit.

Son anéantissement amena l'effondrement instantané d'autres fantômes, notamment celui de la grève générale que les ministres redoutaient fort, — l'un d'eux l'ayant inventée avant d'arriver au pouvoir.

Vainqueurs et vaincus témoignèrent du reste d'une

complète ignorance dans l'art de manier les fantômes. Elle leur fit entasser des fautes de psychologie sans excuse.

Faute énorme de psychologie du gouvernement d'avoir cédé une première fois. Faute des postiers, touchant à l'imbécillité pure, lorsque, après avoir, contre toute vraisemblance, réussi à dompter l'Etat, ils ne comprirent pas que de telles victoires ne sauraient se répéter et qu'une défaite devient alors irrémédiable. Faute plus grossière encore celle des membres de la C. G. T. qui, au lieu de se borner à agiter le spectre de la grève générale, voulurent s'en servir et dévoilèrent du même coup la grandeur de son impuissance. Les occultistes auraient dû leur révéler que les fantômes, puissants dans l'ombre, s'évanouissent à la lumière. Certaines vérités n'ont pas le droit d'être ignorées.

Le très piteux échec de la grève des postiers et de la grève générale, solennellement décrétée par la Confédération du Travail, qui avait fini par se croire un petit comité de salut public, n'a pas eu pour seul résultat de nous apprendre l'utilité de la résistance. Cette assez honteuse histoire montre encore avec quelle facilité grandissent les petits fantômes dès qu'ils sentent qu'on a peur d'eux.

L'évolution du langage des postiers est fort typique à ce point de vue et fourmille d'enseignements, que devront méditer nos hommes d'Etat. Au début de la première grève ils étaient respectueux encore. La capitulation du gouvernement leur ayant donné l'illusion d'une force invincible, leur langage se transforme aussitôt. Devenus soudain antipatriotes et révolutionnaires, ils s'allient à la Confédération du Travail dont le but avoué est la destruction violente de la société. On jugera de cette évolution par le passage suivant emprunté à une interview de leur ministre :

Jamais fonctionnaires des postes n'avaient osé tenir, dans une réunion publique, des discours aussi nettement révolutionnaires

que ceux que j'ai dû relever. L'un des agents poursuivis n'a-t-il pas pris, ces jours derniers, la parole dans une réunion publique pour y préconiser « *l'action énergique et concertée contre le patronat, le capital et les pouvoirs publics* » ? Et, dans cette même réunion, savez-vous à quoi l'on s'est engagé ? On s'est engagé « *à propager les idées antimilitaristes, à détruire les derniers remparts derrière lesquels se dérobent l'exploitation capitaliste et son complice l'autorité, représentée par les pouvoirs publics* ».

*
* *

Les progrès grandissants de l'anarchie dans les masses eurent toujours pour principale cause la faiblesse des gouvernements.

Des leçons répétées chaque jour finirons-nous par retirer quelque fruit ? Le gouvernement arrivera-t-il enfin à déployer un peu d'énergie contre de petites bandes d'énergumènes, auxquelles, sous prétexte de liberté d'opinion, on laisse prêcher le sabotage, l'incendie, la révolte et la destruction de la société qui les tolère ? Si parmi notre arsenal de lois aucune — ce dont je doute fort — n'est applicable à de pareils délits, il faut en créer sans retard et les appliquer sans peur.

Cette création ne sera pas évidemment facile. Dès le lendemain de la grève des postiers, certains parlementaires tremblants proposèrent l'amnistie des révoltés et amenèrent beaucoup de députés à voter avec eux. J'imagine que ces derniers durent rougir quelque peu d'une pareille pusillanimité.

Les meneurs actuels ne sont pas seulement dangereux par les actes qu'ils provoquent, mais surtout par les idées qu'ils font éclore dans les cervelles populaires, idées qui suffisamment mûres finissent par engendrer les révolutions. Souvenons-nous de la Commune et de l'incendie d'une partie de la capitale pour nous représenter ce que peuvent devenir les foules entraînées par d'insidieux discours.

Conseillons donc la défense, mais sans trop l'espérer, car le fantôme de la peur qui a remplacé les

anciennes divinités est devenu beaucoup plus puissant qu'elles.

C'est surtout aux époques troublées qu'on le voit démesurément grandir. Il est alors capable de transformer en bêtes sanguinaires de pacifiques bourgeois, inspirer à Carrier ses noyades et ses réquisitoires à Fouquier-Tinville. Ce dernier, magistrat réputé jadis pour sa douceur, ne s'arrêta plus dans les hécatombes dès que le fantôme de la peur l'eut fixé. Il devint féroce au point de proposer de saigner les condamnés avant de les conduire à l'échafaud pour les priver de leur courage.

Nous n'en sommes pas encore là. Souhaitons, malgré les menaces de certains socialistes, de n'y point arriver, mais rappelons-nous que le chemin sur lequel entraîne le spectre de la peur est fort glissant et ne se remonte pas.

Actuellement, le terrible fantôme se borne à suggérer les lois les plus absurdes, les plus nuisibles, à l'avenir de l'industrie. Il lui suffit, pour y parvenir d'exciter quelques énergumènes hypnotisés par des formules et se souciant fort peu d'ailleurs de l'intérêt général. Croit-on, par exemple, qu'il y ait eu un électeur sur 100.000 ayant souhaité réellement le rachat de l'Ouest ?

En fait l'électeur s'inquiète médiocrement des lois inspirées par des principes et ne s'occupe que de ses intérêts immédiats. Il vote surtout pour ou contre les personnes et s'occupe peu des opinions.

Dans les mobiles des votes des législateurs interviennent surtout les promesses, les mots d'ordre, les formules magiques : donner un coup de barre à gauche, poursuivre l'infâme capital, socialiser les propriétés, etc. Ces fétiches élaborés dans les clubs, les comités, les syndicats, les arrière-boutiques des marchands de vin, inspirent une telle peur que l'orateur le plus aimé n'ose les heurter pour éviter l'impopularité.

Toutes ces formules ne constituent pourtant que de vains bruits. L'homme possédant la psychologie des foules les répète quelquefois, mais ne les applique jamais.

Il sait fort bien, en effet, que les masses obéissent à une logique inconsciente des sentiments entièrement soustraite à la logique rationnelle. Elles acclament volontiers Brutus parce qu'il a tué César, mais proposent aussitôt de faire de Brutus un César.

*
* *

Les grands meneurs devinent, ou plutôt suivent assez aisément, l'âme populaire dont ils sont l'incarnation. Ils s'en assimilent les soudainetés et les mobilités, alors que les politiciens ordinaires s'y perdent complètement. Leur étroite logique rationnelle latine, vigoureusement aiguillonnée par la peur, conduit ces derniers à fabriquer des lois déduites des formules hallucinantes, qui les terrifient.

Et, c'est ainsi que surgissent, avec d'énormes majorités, ces lois ruineuses et inapplicables sous le poids desquelles l'industrie, le commerce et la richesse publique finiront par succomber.

Rien n'arrête dans cette voie. Les surenchères inspirées par le fantôme de la peur avaient engendré un projet sur les retraites ouvrières que chaque député savait irréalisable, puisqu'il eût été impossible de trouver les 7 ou 800 millions annuels nécessités par son application. Tous cependant l'ont voté sachant bien d'ailleurs que le Sénat rectifierait leur fantaisie.

« Les retraites obligatoires établies par la Chambre, écrivait P. Delombre, eussent été à la fois l'écroulement des finances publiques et la ruine du travail national. Telle est la vérité que l'on ne fera jamais trop connaître. »

Sans doute, mais à quoi sert de la faire connaître ? Votons toujours, pense le député dominé par la peur, les autres s'arrangeront.

Le fantôme de la peur est à lui seul extrêmement redoutable, mais il le devient plus encore quand se joint à lui ceux de la haine et de l'envie. Leur triumvirat dirige toute notre politique actuelle.

C'est surtout dans le projet d'impôt sur le revenu qu'apparut l'action simultanée de ces trois fantômes.

On ferait un peu sourire en prétextant que l'amour de l'équité et un intense besoin d'altruisme déterminèrent sa préparation. Chacun sait qu'il ne dégrève à peu près personne et que ceux qu'il semblait dégrever de sommes infimes ne le seraient qu'au prix des inquisitions les plus tyranniques.

La soif de la justice n'eut, en réalité, aucune part dans la genèse de cette loi. Les fantômes de la haine et de l'envie furent utilisés pour faire croire que 500.000 personnes seulement paieraient les impôts. En agitant ensuite le fantôme de la peur on obtint de la Chambre une immense majorité.

Mais, nous l'avons dit, les spectres craignent la lumière, et le public a fini par comprendre de quelles vexations, de quelles ruines on le menaçait uniquement pour obéir au fanatisme bruyant d'une petite minorité socialiste, exaspérée par la prospérité de quelques grands industriels.

Et pourquoi le parti avancé tenait-il tant à cet impôt sur le revenu? Est-ce vraiment l'amour du pays, un vif désir d'équité, un altruisme débordant qui l'inspirait? Hélas! de tels sentiments se professent mais ne se ressentent guère. Un fin psychologue, E. Faguet, a fort bien mis en évidence les vraies raisons.

Il est à croire que c'est précisément parce qu'il n'y a, en impôt sur le revenu, que la taxation arbitraire qui soit pratique, que certain parti tient tellement à l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu sera un moyen de frapper qui déplaît et d'épargner qui plaît. C'est justement ce qui en fait le mérite aux yeux d'un certain parti. Cela pourra avoir d'admirables conséquences électorales. Ici encore, ce qui est le défaut de la mesure en est le principe pour ceux qui la proposent.

Aucun argument n'a pu impressionner les députés sur lesquels le fantôme de la peur dardait de menaçants regards. Ils ont voté sachant parfaitement, comme l'écrivait Jules Roche, « que ce qu'on leur a présenté comme une réforme démocratique n'est autre chose que le projet le plus rétrograde, l'inquisition la plus odieuse, la plus dangereuse, mettant la fortune des citoyens à la merci de l'arbitraire d'une armée de fonctionnaires, agents du parti politique au pouvoir. C'est une loi de ruine et de guerre civile. »

M. Raymond Poincaré dit à peu près la même chose :

Le projet actuel constitue un effroyable danger pour nos finances publiques... Il amènera la perte des recettes et l'oppression des contribuables moyens. C'est un péril pour la fortune nationale et pour la République... Je suis convaincu qu'il s'en suivrait un soulèvement formidable dans le pays.

Rien n'est plus certain, mais que pouvaient les parlementaires terrorisés par la menace immédiate des fantômes, alors que la ruine et les soulèvements annoncés apparaissaient fort lointains. Qu'auraient pensé d'ailleurs, en cas de rejet, les instituteurs, les marchands de vin et les comités socialistes ? Je ne parle pas des syndicats ouvriers, car ils ont affirmé sur tous les tons se désintéresser entièrement de cet impôt évidemment destiné d'ailleurs à retomber sur eux.

* * *

Sous l'influence dominante de ces fantômes, et surtout de celui de la peur, on a gouverné, depuis vingt ans, presque exclusivement au profit de la classe ouvrière, ne cessant d'irriter le commerce et l'industrie par des lois vexatoires et des menaces d'impôts plus vexatoires encore.

C'est la peur seule qui fit légiférer sans cesse le Parlement au profit d'une seule classe contre celles qui, précisément, représentent la force et la gloire du pays. Dépouillant les uns sous prétexte de religion,

persécutant les autres sous prétexte de richesse acquise, toujours il fut mené par le fantôme de la peur. Peur de l'Eglise, peur des ouvriers, peur des socialistes révolutionnaires pour en arriver enfin à l'humiliante terreur des ronds-de-cuir.

A-t-on au moins par tant de lois vexatoires conquis les sympathies des travailleurs, aux chefs desquels on cédaît chaque jour? Personne n'ignore que le gouvernement a surtout récolté leurs haines. Les foules ne sont jamais reconnaissantes de ce qu'elles obtiennent par des menaces.

Il subsiste cependant, ce gouvernement si décrié, mais simplement parce qu'on ne trouve rien pour le remplacer. Un de ses préfets, M. J. d'Auriac, le dit très bien dans son livre *La France d'aujourd'hui* :
(« si notre gouvernement se maintient debout depuis quarante ans, c'est plutôt par la faiblesse de ses adversaires que par sa propre vertu ».

Cette opinion commence à devenir générale. Il serait donc utile de renoncer à accroître le nombre des ennemis du régime par ce mélange de faiblesse, de despotisme, d'intolérance et d'esprit de persécution qui finissent par devenir insupportables à tous sans rallier personne.

Pour réaliser ces sages conseils — sûrement plus sages que réalisables — la grande difficulté sera de s'affranchir de la terreur des fantômes. Il est à craindre que nous ne la subissions longtemps encore. Ce ne sera sans doute qu'avec le dernier homme que périra le dernier fantôme.

CHAPITRE IV

Transformation moderne du droit divin. L'Étatisme.

L'Étatisme, dont le socialisme collectiviste, est l'expansion naturelle constitue la religion nationale des peuples latins, la seule universellement respectée.

Très forte, très puissante et très stable, elle n'est pas une de ces croyances transitoires sensibles aux suggestions de la raison ou des sentiments. Fixée par une longue hérédité dans les âmes, nul ne la conteste en dehors d'un petit nombre d'hérétiques sans autorité ni prestige.

Grâce à son universalité, nos partis politiques d'apparences souvent dissemblables n'en forment réellement qu'un seul. Le plus convaincu des cléricaux, le plus réactionnaire des monarchistes, le plus avancé des socialistes sont les fidèles adorateurs de l'État. Ils diffèrent sans doute sur le choix des grands prêtres de la croyance, mais n'en discutent jamais les dogmes.

Ces dogmes sont faciles à formuler. Pour les peuples latins en général et pour les Français en particulier, l'État représente une sorte de pape collectif devant tout administrer, tout fabriquer, tout diriger et dispenser les citoyens du plus léger effort d'initiative. Il a progressivement remplacé l'antique providence dont notre religiosité ancestrale ne pouvait se passer. Le vigneron impuissant à vendre sa récolte

s'insurge si la providence étatiste refuse de l'acheter. L'armateur, dont l'incapacité lui rend difficile la lutte contre des rivaux étrangers, exige une indemnité pécuniaire de l'Etat. L'ouvrier qui préfère le repos au travail lui demande ce repos.

Sous la poussée générale, l'action de cette providence s'étend chaque jour. Usines, chemins de fer, compagnies de navigation, etc., tombent de plus en plus dans ses mains. Le collectivisme, forme ultime de l'Etatisme, voudrait même y faire passer toutes les industries. Ne sait-il pas de source sûre que l'Etat tout-puissant peut par ses lois décréter le bonheur ?

L'Etatisme ne représente pas seulement la forme moderne du droit divin. Il a hérité à la fois de l'autorité des dieux et de celle des rois. Sa force tient justement à ce qu'il synthétise cet héritage. Louis XIV est mort depuis longtemps, mais l'Etat a conservé soigneusement ses méthodes et ses principes. Un spirite interrogeant là-dessus l'ombre du grand roi s'entendrait sûrement répondre que sa tradition a été très fidèlement suivie par tous ses successeurs, mais qu'ils ont fini par exagérer un peu sa centralisation et son autocratie. L'illustre fantôme donnerait peut-être comme une des preuves de cette similitude l'expulsion des congrégations, identique à celle des protestants et dérivant des mêmes principes. Il n'aurait pas besoin d'une dialectique bien serrée pour démontrer qu'en substituant à la Monarchie une et absolue, la République une et indivisible, les Jacobins dotèrent cette dernière de la toute-puissance de la première. Les Girondins payèrent de leur tête la prétention de rendre l'Etat moins centralisateur et moins despotique.

Un point cependant provoquerait peut-être les critiques du grand roi. Il considérerait sans doute comme fort difficile de gouverner avec l'obligation d'obéir aux capricieuses oscillations de la multitude, et

remarquerait aussi que les foules sont l'objet d'adulations plus serviles que celles qui l'entourèrent au faite de sa puissance. Probablement observerait-il encore que les monarques poursuivaient souvent l'intérêt général tandis que bien des représentants de l'Etat actuel paraissent peu s'en soucier, et n'hésitent pas à voter des lois dangereuses si elles peuvent assurer leur réélection. On lui répondrait alors, en l'invitant à rejoindre sous terre les fantômes de ses aïeux, qu'il ne comprend rien au progrès.

Les considérations précédentes sont assez évidentes, je pense, pour se passer de démonstration. La prétention de l'Etat à l'omnipotence ne paraît guère contestable. Elle arrive même à choquer les plus officiels de ses défenseurs. Un préfet, M. d'Auriac, déjà cité, remarquait dans une récente étude que, suivant les méthodes de la Monarchie, continuées, d'ailleurs, scrupuleusement par la Convention et tous les gouvernements successifs, les habitants des provinces « sont traités comme un pays conquis, comme une colonie lointaine, comme des hommes appartenant à une autre race que leurs gouvernants. » Ils reçoivent leurs autorités de la capitale et sont obligés de demander à Paris une permission pour les moindres actes : construction d'un marché, édification d'une fontaine, etc.

C'est, observe justement le même écrivain, la tradition des rois absolus faisant gouverner leurs provinces par des intendants, prédécesseurs de nos préfets.

Inutile de regarder longuement autour de soi pour constater que l'absolutisme de l'Etat rappelle celui de l'ancienne Monarchie, mais considérablement aggravé. Il est aggravé parce que le législateur moderne, sentant son rôle éphémère, ne se préoccupe nullement des conséquences de lois édictées sous la pression quotidienne des fantaisies populaires. Le décret à voter, c'est quelque chose d'immédiat, satisfaisant en apparence les intérêts du

moment. Les incidences restant éloignées ne s'apercevront que plus tard. Esaü s'illustra jadis en enseignant aux âmes simples qu'un plat de lentilles présentait mieux qu'un droit d'aînesse lointain. Les législateurs de race latine suivent fidèlement l'exemple d'Esaü.

Si tardives cependant que soient les conséquences des lois inconsidérément votées, elles éclatent toujours avec la fatalité de l'obus explosant à la limite de sa trajectoire.

Oscillant sans cesse, légiférant au hasard, persécutant des catégories entières de citoyens, l'Etat a fini par devenir tellement insupportable et onéreux, que des foules d'opprimés chaque jour plus nombreuses se dressent maintenant contre lui. Il viole les croyances, moleste les intérêts, berne le peuple d'irréalisables chimères et ne se maintient qu'au moyen de rivalités créées ou entretenues par ses soins. Son pouvoir, immense en apparence, mais que n'oriente aucun idéal, est à la merci de tous les hasards.

Le développement de l'Etatisme ne s'accompagne pas seulement de tyrannies oppressives, il engendre aussi la désorganisation des services dont l'Etat se charge progressivement.

* * *

Les généralités psychologiques qui précèdent vont nous permettre d'éclairer des faits récents, inexplicables lorsqu'ils demeurent détachés de leurs racines. Tels, les scandales de l'Imprimerie Nationale et la décadence de notre marine. Les commissions d'enquête qui les ont révélés cherchent encore vainement leurs causes. Le philosophe ne les cherche plus.

La reconstruction de l'Imprimerie Nationale, dont le besoin ne se faisait nullement sentir, — sauf pour les architectes, — devait coûter au budget 442.350 francs. D'après les chiffres officiels fournis par la Commission de contrôle, il faudra dépenser environ 10 millions.

Les travaux devaient durer quatre ans. Commencés depuis sept, ils sont loin d'être terminés.

. Les faits signalés par la Commission mettent en évidence le prodigieux sans-gêne avec lequel les fonctionnaires de l'Etat autocratique administrent ses deniers. Aucune entreprise privée ne survivrait à des conditions pareilles. Exemple : un escalier est construit. Achievé, il paraît peu décoratif; on le démolit entièrement pour le reconstruire. Plusieurs milliers de mètres de plancher en ciment armé sont péniblement établis; le travail fini, un chef de bureau rhumatisant affirme que le contact du ciment refroidit les pieds et expose à des bronchites. Immédiatement on détruit le plancher en ciment pour le remplacer par du bois qui étant de mauvaise qualité doit lui-même être refait. Coût : quelques centaines de mille francs, mais les précieux pieds du chef de bureau ne se refroidiront pas.

La plus complète fantaisie présidait à tous ces travaux. On avait acheté à grands frais des machines variées, mais ayant oublié d'aménager des fosses sous ces machines, il fallut démolir une partie de l'édifice. Et les millions coulaient sous l'œil serein d'un tas de braves employés qu'une telle incurie ne saurait toucher, puisque d'anonymes contribuables solderont les frais.

Innombrables sont les exemples analogues. Ils n'empêcheront pas assurément les socialistes de confier à l'Etat de pareilles entreprises au lieu d'en charger l'industrie privée, qui ne saurait — sous peine de faillite — se permettre les distractions et les négligences de fonctionnaires n'ayant rien à perdre.

Les gaspillages quotidiens, dont l'histoire de la construction de l'Imprimerie Nationale constitue le type, ne sont rien auprès de ceux qu'à révélés l'enquête sur notre marine de guerre. Fantaisies encore, mais sous une forme en vérité bien sinistre.

Le public a découvert avec stupeur que le lamen-

table état de notre marine l'avait en quelques années fait descendre du deuxième rang au cinquième, comme l'a montré M. Doumer.

» Ni unité de vue, ni efforts coordonnés, ni méthode, ni responsabilité définie, négligence, désordre et confusion », est-il écrit dans le rapport général de la Commission.

M. Ajam, membre de cette commission, évalue à 700 millions le coût du gaspillage.

Cette somme se trouverait doublée si on y ajoutait les 693 millions accordés en primes, d'après M. Cailiaux, de 1899 à 1909 à notre marine marchande, primes dont le résultat fut, comme je l'ai prouvé dans un précédent chapitre, de précipiter sa décadence. « Nous avons dû commettre des erreurs de principe », disait le ministre à la Chambre en reproduisant les chiffres cités plus haut et en constatant l'abaissement progressif de notre commerce maritime.

De lourdes erreurs, en effet, mais dont le ministre qui les constate paraît ignorer entièrement les causes. Il ne les soupçonne certainement pas issues du développement de l'Etatisme. L'ayant compris, ce politicien peu psychologue n'aurait pas proposé, comme il le fit, d'associer l'Etat à l'exploitation de nos grandes compagnies de navigation.

Les faits dévoilant le désordre et l'indifférence du personnel maritime de l'Etat atteignent parfois à l'in vraisemblance. M. Ajam cite un cuirassé chargé d'une cuirasse trop lourde. On la change, elle devient trop légère. Force est de la remplacer encore. Le bateau flotte enfin. Coût : 3 millions.

L'accumulation de ces négligences arrive à être ruineuse, le prix de nos cuirassés est de 30 p. 100 plus élevé qu'en Angleterre. Et alors que nos rivaux mettent deux ans à construire un vaisseau de guerre, nous en employons cinq. « Notre manière actuelle de construire, dit M. Ajam, c'est l'Etatisme dans toute son horreur et la condamnation du monopole d'Etat. »

Des faits analogues se révèlent partout. A Toulon on constata lors des arrestations récentes de plusieurs fournisseurs de l'Arsenal, qu'en 25 ans les marchandises n'avaient pas été vérifiées une seule fois à leur entrée! Les fournisseurs livrant ce qu'ils voulaient, encaissèrent des millions au préjudice du Trésor, sans que personne s'en soit ému.

« Chacun s'en fiche ». Telle est la vraie formule de l'administration Etatiste. Une pareille devise serait impossible dans l'industrie privée, car la faillite atteindrait vite le patron insoucieux et ne surveillant pas.

Le gâchis représentant une conséquence nécessaire de l'esprit Etatiste est universel. Aux colonies où la surveillance est nulle, il touche à l'invraisemblance. M. Messimy, dans son rapport, en a donné de tristes exemples. Les abus des fonctionnaires y sont sans bornes et nous ont partout aliéné les populations, considérées par eux comme taillables et corvéables à merci. Où passe l'argent extorqué en Indo-Chine par des nuées d'agents, au moyen des plus odieuses tyrannies? A des dépenses somptuaires totalement inutiles. Un journal a résumé de la façon suivante quelques pages du rapport de M. Messimy sur ce sujet.

Les budgets sont abandonnés aux fantaisies individuelles. Aussi plus d'un projet extravagant s'est-il vu doter de larges crédits, et les indemnités de toutes sortes au personnel et les dépenses purement somptuaires pour les administrateurs pullulent-elles. L'un de ces derniers a inscrit à son budget 13.200 francs pour l'installation de l'électricité dans son palais. Beaucoup ont des autos. La plupart ont cinq ou six voitures. Et sur les 16.000 hommes de la garde indigène, une partie est uniquement occupée à faire un service de domestiques. M. Messimy cite un inspecteur de cette garde qui en détourne à lui seul dix-neuf de leur emploi. Il se procure ainsi, sans bourse délier, cuisiniers, cochers, jardiniers, deux blanchisseurs pour madame, etc. On peut juger par là ce que ce peut être chez l'administrateur lui-même.

Au milieu de ces gaspillages et de ce luxe, notre personnel administratif a pris des habitudes de mollesse et d'indolence. Et même l'unanimité des témoignages est telle sur ce point qu'il faut bien, comme le laisse entendre M. Messimy, reconnaître

que tous ses membres ne sont plus à l'abri du soupçon d'improbité. Son incapacité s'est trahie par des faits étranges qui seraient bouffons, s'ils n'étaient si tristes.

Le même journal ajoutait non sans quelque naïveté :

« L'usage des pots-de-vin qui double le poids des impôts directs disparaîtrait si l'on en établissait l'assiette d'une manière rationnelle et équitable. »

Je doute fort de la puissance attribuée à des règlements. Ce n'est certes pas eux qui pourront remédier à un désordre général ayant des sources beaucoup plus profondes.

*
* *

La cause principale de la désorganisation de la marine, de l'Imprimerie Nationale et de la presque totalité des entreprises de l'Etat, est uniquement celle indiquée plus haut.

Tout ce que dirige l'Etat se trouve nécessairement fonctionnarisé, c'est-à-dire que les responsabilités, disséminées entre des milliers d'agents, s'évanouissent. Ces agents, divisés en bureaux distincts, ne possèdent nulle initiative, se jalourent férocelement, et ne sont guidés par aucun intérêt commun. La cuirasse commandée par un bureau ne va pas à la coque commandée par un autre. Qu'est-ce que cela peut bien faire aux employés ? Les mêmes hommes, placés dans une entreprise particulière où la responsabilité est effective, se conduiraient tout autrement.

Les marines étrangères ont prospéré, parce qu'on y recourt de plus en plus à l'industrie privée, alors que nous étatisons progressivement la nôtre. Là surtout est le secret de leur supériorité et celui de notre décadence. Les autres nations descendraient aussi bas si elles se laissaient envahir par la religion étatiste.

Dans une très remarquable conférence publiée par la *Revue politique et parlementaire*, M. Harold-Cox, membre du Parlement anglais, montre à l'aide d'exemples et de chiffres catégoriques que, dans les rares

circonstances où le gouvernement anglais voulut exploiter lui-même des industries, ce fut toujours avec de grandes pertes, alors que gérées par des particuliers elles étaient très fructueuses. Telle l'industrie des télégraphes, dirigée jusqu'en 1870 par des Compagnies privées qui servaient 6 p. 100 à leurs actionnaires. Dès que l'Etat s'en empara, les bénéfices se changèrent en un déficit progressif atteignant maintenant 25 millions annuellement.

De semblables résultats ne sauraient surprendre. Ils sont la conséquence de lois psychologiques très sûres. Un homme privé d'initiative et surtout déchargé de responsabilité, voit aussitôt baisser sa valeur intellectuelle et productive dans d'énormes proportions. Les socialistes ont raison de ne pas vouloir le comprendre, car le jour où cette loi naturelle deviendrait évidente pour eux, il n'y aurait plus de socialisme.

Quoi qu'il en soit, l'Etatisme collectiviste progresse à grands pas chez les peuples latins. Les conséquences ruineuses du rachat de l'Ouest n'empêcheront nullement le rachat d'autres lignes, ainsi que la création de monopoles variés qui augmenteront immensément encore une armée de fonctionnaires déjà si nombreuse. Il semble qu'un vent de folie dirige les ministres des finances portés au pouvoir depuis quelque temps. L'un d'eux proclama devant la Chambre, aux applaudissements des socialistes devenus ses maîtres, son intention de proposer d'attribuer à l'Etat le monopole des alcools et des assurances. Le *Journal des Débats*, publia au sujet de ces mesures les réflexions suivantes :

Il faut nous attendre, désormais, à voir la politique financière des monopoles tenir une place de plus en plus large dans les programmes électoraux, et pénétrer un jour ou l'autre dans la législation. Ce sera, sans doute, une politique de folie. Alors que tous les gens doués de quelque bon sens et d'un peu de prévoyance s'épouvantent des progrès de la centralisation qui déjà nous écrase et qui paralyse toute initiative individuelle, alors que le nombre des fonctionnaires s'accroît sans cesse

que tous ses membres ne sont plus à l'abri du soupçon d'improbité. Son incapacité s'est trahie par des faits étranges qui seraient bouffons, s'ils n'étaient si tristes.

Le même journal ajoutait non sans quelque naïveté :
« L'usage des pots-de-vin qui double le poids des impôts directs disparaîtrait si l'on en établissait l'assiette d'une manière rationnelle et équitable. »

Je doute fort de la puissance attribuée à des règlements. Ce n'est certes pas eux qui pourront remédier à un désordre général ayant des sources beaucoup plus profondes.

*
* *

La cause principale de la désorganisation de la marine, de l'Imprimerie Nationale et de la presque totalité des entreprises de l'Etat, est uniquement celle indiquée plus haut.

Tout ce que dirige l'Etat se trouve nécessairement fonctionnarisé, c'est-à-dire que les responsabilités, disséminées entre des milliers d'agents, s'évanouissent. Ces agents, divisés en bureaux distincts, ne possèdent nulle initiative, se jalourent férocement, et ne sont guidés par aucun intérêt commun. La cuirasse commandée par un bureau ne va pas à la coque commandée par un autre. Qu'est-ce que cela peut bien faire aux employés ? Les mêmes hommes, placés dans une entreprise particulière où la responsabilité est effective, se conduiraient tout autrement.

Les marines étrangères ont prospéré, parce qu'on y recourt de plus en plus à l'industrie privée, alors que nous étatisons progressivement la nôtre. Là surtout est le secret de leur supériorité et celui de notre décadence. Les autres nations descendraient aussi bas si elles se laissaient envahir par la religion étatiste.

Dans une très remarquable conférence publiée par la *Revue politique et parlementaire*, M. Harold-Cox, membre du Parlement anglais, montre à l'aide d'exemples et de chiffres catégoriques que, dans les rares

circonstances où le gouvernement anglais voulut exploiter lui-même des industries, ce fut toujours avec de grandes pertes, alors que gérées par des particuliers elles étaient très fructueuses. Telle l'industrie des télégraphes, dirigée jusqu'en 1870 par des Compagnies privées qui servaient 6 p. 100 à leurs actionnaires. Dès que l'Etat s'en empara, les bénéfices se changèrent en un déficit progressif atteignant maintenant 25 millions annuellement.

De semblables résultats ne sauraient surprendre. Ils sont la conséquence de lois psychologiques très sûres. Un homme privé d'initiative et surtout déchargé de responsabilité, voit aussitôt baisser sa valeur intellectuelle et productive dans d'énormes proportions. Les socialistes ont raison de ne pas vouloir le comprendre, car le jour où cette loi naturelle deviendrait évidente pour eux, il n'y aurait plus de socialisme.

Quoi qu'il en soit, l'Etatisme collectiviste progresse à grands pas chez les peuples latins. Les conséquences ruineuses du rachat de l'Ouest n'empêcheront nullement le rachat d'autres lignes, ainsi que la création de monopoles variés qui augmenteront immensément encore une armée de fonctionnaires déjà si nombreuse. Il semble qu'un vent de folie dirige les ministres des finances portés au pouvoir depuis quelque temps. L'un d'eux proclama devant la Chambre, aux applaudissements des socialistes devenus ses maîtres, son intention de proposer d'attribuer à l'Etat le monopole des alcools et des assurances. Le *Journal des Débats*, publia au sujet de ces mesures les réflexions suivantes :

Il faut nous attendre, désormais, à voir la politique financière des monopoles tenir une place de plus en plus large dans les programmes électoraux, et pénétrer un jour ou l'autre dans la législation. Ce sera, sans doute, une politique de folie. Alors que tous les gens doués de quelque bon sens et d'un peu de prévoyance s'épouvantent des progrès de la centralisation qui déjà nous écrase et qui paralyse toute initiative individuelle, alors que le nombre des fonctionnaires s'accroît sans cesse

dans une population qui n'augmente plus et met nos budgets en déficit, il est insensé de songer à charger l'Etat de nouvelles attributions et d'ajouter aux innombrables fonctions qu'il exerce celles de débitant de boissons et d'assureur. Grâce aux agissements de la majorité parlementaire, l'Etat après être intervenu dans toutes les branches de l'activité humaine au nom de la pitié, va subdiviser ses fonctions économiques sous les formes de différents monopoles, au nom de l'accaparement du capital au profit de la collectivité.

En effet, l'impôt sur le revenu sera le commencement de la main-mise de l'Etat sur le capital. Comment l'Etat socialiste s'arrêtera-t-il désormais dans cette marche vers la spoliation légale? Les retraites ouvrières seront le commencement de la charité organisée par l'Etat. Comment s'arrêtera-t-il dans cette voie de philanthropie sociale? Le monopole de l'instruction sera le commencement de la centralisation de l'enseignement sous l'égide de l'Etat. Comment s'arrêtera-t-il dans cette voie de nivellement intellectuel?

Lorsque l'esprit d'initiative, source vive des forces d'une nation, sera tari, le socialisme pourra tenter d'édifier son édifice social sur le terrain pourri de la décadence.

*
* *

L'Etatisme a pour expression et soutien le fonctionnarisme. Etatisme et fonctionnarisme sont les deux faces d'une même chose. Pour réduire la puissance de l'Etatisme on devra commencer par diminuer celle des fonctionnaires.

En raison de l'absorption progressive d'une foule de monopoles et d'industries, l'Etat s'est vu obligé d'augmenter considérablement l'importance des administrations, par l'intermédiaire desquelles s'exerce son action. Ces dernières forment maintenant des petits blocs féodaux dont chacun devient assez fort pour tenter d'imposer, comme le firent récemment les postiers, leur volonté à l'Etat.

Aujourd'hui, les fonctionnaires exigent un statut destiné à stabiliser une puissance et des privilèges déjà trop considérables.

Intimidée par leurs meneurs, la Chambre votera sûrement le statut réclamé. De toutes les mesures

désastreuses acceptées par elle, aucune n'engendrera certainement de plus tristes conséquences.

Ce statut, comme l'a très bien expliqué un ministre des finances, avec lequel je suis d'accord pour la première fois, constituerait une oligarchie de fonctionnaires qui conduirait la France : « Si l'on écoutait certaines théories, le pouvoir ne serait plus à la nation, il serait aux fonctionnaires, on aurait constitué un véritable mandarinat. Ce ne serait pas la peine d'avoir fait la révolution pour tomber sous une telle domination. »

Reconnaître des droits particuliers à des agents révoltés ou qui ont soutenu par leurs souscriptions les employés insurgés, c'est se condamner à les avoir bientôt pour maîtres.

Ils le sont déjà trop. Le dernier des fonctionnaires, sous prétexte qu'il représente un fragment de l'Etat, se croit une sorte de potentat et traite le public d'après cette conviction. L'homme le plus éminent est pour lui un simple « assujetti ». Dans la correspondance officielle on le qualifiera de « sieur un tel ». Qu'il le reçoive derrière un guichet ou lui écrive, le fragment de potentat marque généralement au public un intense mépris.

Pour atténuer une situation, d'où résulte la désorganisation dont nous avons cité de si lamentables exemples, la conduite à tenir est diamétralement l'opposée de celle qu'on propose. Gardons-nous de voter un statut qui transformerait les fonctionnaires en personnages inamovibles, se gouvernant eux-mêmes, et sur lesquels les ministres et la Chambre demeureraient sans action.

Afin de rester maître de ses agents, l'Etat-patron n'a qu'à imiter les chefs d'industries privées. Voit-on un grand magasin ou une grande usine accorder un statut à ses employés ? Ce sont des auxiliaires, gardés soigneusement s'ils sont capables et congédiés dès qu'ils font preuve d'incapacité. Que l'Etat agisse de

même, acceptant seulement des auxiliaires sans leur constituer aucun engagement. Ils seront exactement alors dans la situation des auxiliaires dont le ministère des finances emploie souvent un millier.

C'est uniquement en faveur des services techniques, ingénieurs, télégraphistes, etc., que l'Etat pourrait établir un contrat de quelques années, dix ans au plus.

J'entends votre objection, ne la formulez pas. Si l'Etat n'offrait à ses employés aucune stabilité, il n'en trouverait plus, ou n'en trouverait que de médiocres.

Rassurez-vous. Votre supposition se réaliserait-elle, ce serait tant mieux. Les jeunes gens intelligents se tourneraient alors vers l'industrie ou le commerce et un grand bénéfice en résulterait pour le pays.

Malheureusement cet exode est tout à fait improbable. Les candidats seraient presque aussi nombreux qu'aujourd'hui. Les auxiliaires du ministère des finances cités plus haut ne gagnent pas plus de 5 à 6 francs par jour, et cependant on compte cinquante candidats, bacheliers ou licenciés, pour une place vacante.

Je n'insiste pas sur cette réforme, elle est trop capitale pour réunir beaucoup de suffrages. Un moment viendra cependant où la nécessité l'imposera, mais sera-t-elle encore possible?

*
* *

L'Etatisme et son incarnation, le collectivisme, nous ont conduits à cet état d'esclavage mental où l'homme ne garde même plus conscience de son asservissement. La tyrannie de l'Etat se fait pourtant tellement oppressive et coûteuse qu'elle ligue contre lui une coalition d'intérêts profondément lésés. On commence à comprendre que le rôle du gouvernement n'est pas de se montrer industriel, humanitaire ou philanthrope, qu'il n'a pas le droit d'imposer aux citoyens

ses affirmations ou ses négations religieuses, sa morale et son éducation ; que son vrai rôle enfin est uniquement de servir d'arbitre entre les partis, de veiller à la sécurité des citoyens au dedans par la police, au dehors par l'armée.

Vérités très banales sans doute, peu répandues pourtant. Souhaitons qu'une lente évolution nous affranchisse de la tyrannie Etatiste mais n'y comptons pas trop. On remanie facilement sur le papier les lois d'une nation, mais comment transformer son âme ?

CHAPITRE V

Facteurs psychologiques des luttes guerrières.

Malgré les progrès de la civilisation et les dissertations de certains philosophes, la guerre n'a jamais cessé d'être une des principales occupations des peuples. Il est douteux que les découvertes de la science la rendent moins fréquente. Il est certain qu'elles l'ont rendue plus meurtrière. Même en remontant aux grandes destructions de Gengiskhan et d'Attila, on citerait difficilement une phase de l'histoire où tant d'hommes soient restés couchés sur les champs de bataille qu'au siècle de l'électricité et de la vapeur.

Lorsqu'un phénomène se manifeste avec une aussi persistante régularité, on doit bien admettre qu'il traduit d'impérieuses nécessités. Protester contre sa fatalité serait donc aussi vain que de s'insurger contre la vieillesse ou la mort. Les luttes des peuples, d'ailleurs, ont été la source des plus importants progrès. On ne voit pas comment, sans elles, les premiers hommes seraient sortis de la barbarie et auraient pu fonder ces magnifiques empires où naquirent les arts, les sciences et l'industrie. Quelle grande civilisation n'a pas été guerrière? Quel est le peuple pacifique ayant joué un rôle dans l'histoire?

Mais le moment n'est pas venu d'examiner les avantages ou les inconvénients des luttes périodiques auxquelles se livrent les nations. Nous nous bornons

actuellement à en constater la nécessité et en rechercher les causes psychologiques.

Ces causes sont variées. On peut placer au premier rang l'instinct naturel qui, dans toute l'échelle animale, conduit les forts à détruire les faibles. La civilisation l'atténue sans doute, mais ce qu'elle ne saurait atténuer, c'est l'antipathie profonde qu'engendrent entre les races les divergences de leur constitution mentale, divergences qui les amènent à des conceptions de vie très dissemblables et par conséquent à une conduite différente.

La plupart des luttes sont nées de ces divergences. Toutes les grandes guerres de l'humanité : guerres de conquête, de dynastie, de religion, de propagande, n'ont été le plus souvent que des guerres de races. Le conflit entre les Perses et les Assyriens, qui pour la première fois fit passer l'empire du monde des Sémites aux Aryens, fut une guerre de races. Guerre de races également la lutte entre les Grecs et les Asiatiques, entre les Romains et les Barbares, les Japonais et les Russes. Guerres de races encore, les luttes religieuses du Moyen Age. Qu'étaient en effet ces dernières, sinon une lutte de races défendant l'individualisme et la liberté de penser, contre celles qui réclamaient l'autocratie politique et religieuse avec ses dépendances : principe d'autorité, tradition et formalisme latins.

Considérer ces guerres comme résultantes uniquement de rivalités entre souverains serait avoir une vue bien superficielle de l'histoire. Ils n'ont jamais duré longtemps, les rois qui n'incarnaient pas l'idéal de leur peuple, ses passions et ses rêves.

*
* *

Devons-nous espérer que les progrès de la civilisation et la fréquence des rapports unissant les peuples, puissent atténuer les antipathies d'origine psy-

chologique qui divisent les races? Des faits positifs permettent de répondre.

A l'époque récente encore où les communications étaient rares, difficiles et la connaissance des langues étrangères peu répandue, les différences psychologiques diversifiant les races demeuraient presque invisibles, masquées par le vernis superficiel d'une civilisation analogue dans les couches éclairées de l'Europe.

Aujourd'hui la facilité des communications et l'enchevêtrement des intérêts commerciaux établissant entre les peuples des rapports constants, leurs différences de constitution mentale et le désaccord qu'elles engendrent sur la plupart des questions, éclatent chaque jour. Entre individus de races différentes, l'accord n'est possible sur aucun sujet, tous étant envisagés à des points de vue différents. Les rapports prolongés entre eux accentuent simplement leurs dissentiments.

Donc, tandis que les intérêts des peuples les rapprochent, leur âme les sépare; au lieu d'avancer vers une fraternité plus grande, ils marchent vers une antipathie chaque jour plus sensible.

Elle a de nombreuses conséquences politiques et sociales, cette antipathie. Après avoir réduit les distances par la vapeur et l'électricité, les nations en arrivent maintenant à exagérer leurs armements et à s'entourer d'interdictions douanières qui coupent les relations et finissent par élever autour de chaque pays une véritable muraille de Chine. Cette muraille, la plupart des peuples, d'ailleurs, ne la trouvent pas encore assez isolante, et le mot d'ordre général aujourd'hui chez beaucoup de nations civilisées — que leur gouvernement soit autocratique ou libéral — est l'expulsion des étrangers. L'Amérique, après avoir, de même qu'en Australie, voté celle des Chinois, interdit maintenant l'accès de son territoire aux bateaux chargés d'émigrants pauvres; les trades-unions anglaises réclament bruyamment le renvoi des ouvriers étrangers; le gouvernement russe, obéissant à des vœux

populaires, plus puissants souvent que la volonté des despotes, est obligé d'expulser les Juifs des grandes villes. Leur expulsion est réclamée également en Allemagne par un parti dont les adhérents deviennent très nombreux. Le gouvernement prussien expulse les Polonais et les Italiens qui travaillaient à ses chemins de fer. Le gouvernement suisse lui-même, après avoir rejeté en 1892 le projet de refuser du travail aux ouvriers étrangers, exige maintenant dans ses traités avec les entrepreneurs pour fournitures militaires, l'emploi exclusif d'ouvriers locaux. Les mêmes tendances s'observent du reste partout, en France également. Que le vingtième siècle soit l'âge de la fraternité universelle, constitue une proposition fort douteuse. La fraternité entre races différentes n'est possible que lorsqu'elles s'ignorent. Rapprocher les peuples en supprimant les distances, c'est les condamner à se mieux connaître, et comme conséquence à se moins supporter.

Nous ne sommes d'ailleurs qu'à l'aurore du mouvement général de toutes les nations contre l'envahissement étranger. Des gouvernements édifiés sur les principes les plus opposés, depuis l'autocratie absolue jusqu'aux républiques les plus libérales, en arrivant aux mêmes mesures, il faut bien admettre qu'elles répondent à quelques nécessités impérieuses. Les haines de races ne suffiraient pas seules à les expliquer.

L'instinct qui pousse aujourd'hui tous les gouvernements dans la même voie est assez inconscient encore, mais il a des bases psychologiques très sûres. L'influence prépondérante des étrangers est un infail-
 lible dissolvant de l'existence des Etats. Elle ôte à un peuple ce qu'il a de plus précieux : son âme. Quand les étrangers devinrent nombreux dans l'empire romain, il cessa d'être. Supposez une nation comme la nôtre, où la population décline, entourée de pays où la population s'accroît constamment. L'immigration de ces peuples étrangers, si on la tolère, est fatale.

Pas de régime militaire à subir, peu ou pas d'impôts, un travail plus facile et mieux rétribué que sur leur territoire natal. L'hésitation pour eux est d'autant moins possible que le choix entre divers pays ne leur est pas loisible, tous les autres les repoussant. L'invasion des foules étrangères devient, dans ce cas, très redoutable puisque ce sont, naturellement, les éléments inférieurs, incapables de se suffire à eux-mêmes chez eux, qui émigrent. Nos principes humanitaires nous condamnent à subir une invasion croissante d'étrangers. D'après la quantité d'émigrés qu'elle contient, Marseille pourrait être qualifiée de colonie italienne. L'Italie ne possède même aucune colonie renfermant un pareil nombre d'Italiens. Si ces invasions ne sont pas enrayées, en peu de temps un tiers de la population française sera devenu allemand et un tiers italien. Que peut être l'unité d'un peuple ou simplement son existence, dans des conditions semblables? Les pires hécatombes des champs de bataille seraient infiniment préférables à de telles invasions.

C'est un instinct très sûr qui enseignait aux anciens la crainte des étrangers; ils savaient bien que la valeur d'un pays ne se mesure pas au nombre de ses habitants, mais à celui de ses citoyens.

*
* . *
*

Des lignes précédentes, nous concluons que les progrès de la civilisation sont impuissants à diminuer les chances de lutte entre les peuples. Ils les diminueront d'autant moins, qu'aux causes psychologiques de dissentiment, décrites plus haut, la civilisation vient ajouter des motifs d'ordre économique que nous aurons à examiner bientôt.

Les philosophes et les philanthropes auront donc certainement à gémir pendant longtemps encore sur les calamités déchaînées par les guerres. On peut d'ailleurs les consoler en leur montrant qu'une paix universelle accordée par quelque puissance

magique marquerait la fin immédiate de toute civilisation et de tout progrès, le retour rapide à la plus épaisse barbarie. « La certitude de la paix, écrit avec raison M. de Vogüé, engendrerait, avant un demi-siècle, une corruption et une décadence plus destructives de l'homme que la pire des guerres. »

Assurément les guerres ne sont pas sans inconvénients; elles en présentent même de très sérieux; mais il importe d'établir, les avantages une fois mis en présence des inconvénients, de quel côté penche la balance?

Les inconvénients des guerres sont de trois ordres : perte d'argent, perte d'hommes, affaiblissement de la race.

Les pertes d'argent n'ont qu'une importance légère. L'histoire nous le montre : toujours les peuples trop riches disparaissent devant les peuples pauvres. Appauvrir une nation n'est donc pas forcément lui nuire. Les statisticiens enseignent que l'Allemagne a dû dépenser déjà beaucoup de milliards pour garder nos provinces conquises, et que toutes les puissances de l'Europe en consacrent annuellement un grand nombre à leurs armements. Je n'y vois que d'assez faibles inconvénients. Evidemment, plusieurs nations marchent vers la faillite. Cela n'aura guère d'autre conséquence que de stimuler un peu leur énergie et les habituer aux privations. Il faut d'ailleurs considérer ces inévitables dépenses militaires comme une sorte de prime d'assurance payée par les divers pays pour éviter l'envahissement et le pillage. Voit-on en Europe un peuple, excepté ceux dont la défaite ne profiterait à personne, capable de subsister un seul jour sans armée? Il serait immédiatement annexé à quelque puissante nation, et écrasé d'impôts infiniment plus lourds que ceux qu'exigeait son armement.

Sans doute les gouvernements et les peuples vantent très haut les bienfaits de la paix et en font le thème

le plus habituel d'une foule de beaux discours, mais personne ne croit à cette paix dont tout le monde parle. Chacun sait bien en effet qu'à l'instant précis où une grande nation présenterait une infériorité, même momentanée, de sa puissance militaire, elle serait instantanément envahie et pillée par ses voisins plus forts. Nous en avons eu la preuve manifeste au lendemain de la bataille de Moukden, qui annulait pour longtemps la puissance militaire de la Russie notre alliée. Sans perdre un instant, l'Allemagne nous chercha au Maroc les plus tatillonnes disputes dans l'espoir de nous pousser à une guerre, qu'elle hésitait à déclarer pour d'aussi futiles motifs, afin de ne pas trop effrayer l'Europe. Les recueils des dépêches diplomatiques font preuve de l'insolence avec laquelle nous étions traités. Et si l'empereur d'Allemagne renonça définitivement à cette guerre, ce fut sous la seule crainte de voir ses ports bombardés par l'Angleterre, rangée nettement de notre côté.

Du moins la leçon servit et immédiatement les grandes nations accrurent leurs armements. Ce fut justement la nécessité d'élever les impôts pour suffire aux dépenses de ces armements qui amena la crise politique dont souffre si profondément l'Angleterre obligée de consacrer plus d'un milliard par an à sa marine. En attendant qu'ils se battent à coups de canon les peuples se battent à coups de millions.

Le deuxième inconvénient des guerres mentionné plus haut, la destruction d'hommes, n'est à compter que par ses conséquences lointaines. Les batailles de Napoléon coûtèrent trois millions d'hommes. Etant donné qu'elles ont occupé les peuples pendant vingt ans, créé une légende glorieuse à une race, tout en satisfaisant l'instinct de destruction qui est un des plus impérieux de la nature humaine, on peut envisager cette hécatombe avec assez de résignation.

Son seul résultat fâcheux, et en vérité l'unique inconvénient sérieux des guerres, est que les morts violentes, frappant les éléments virils les plus robustes d'une nation, réduisent l'accroissement futur de la population et augmentent sa débilité. Cette conséquence n'est vraiment redoutable, d'ailleurs, que pour les peuples dont la population reste stationnaire.

*
* * *

En nous montrant ce que les guerres ont coûté à l'humanité, les statisticiens oublient toujours d'évaluer ce qu'elles lui ont rapporté. C'est cependant une des faces du problème qu'il ne faut pas négliger.

Parmi les nombreux avantages des guerres, notons d'abord la formation d'une âme nationale. Par elles seulement cette âme peut naître et se fixer. Or, sans âme nationale, pas de civilisation possible pour un peuple.

L'âme nationale, les guerres la consolident en cas de victoire et accroissent considérablement sa force en cas de défaite. Iéna fut, dit-on, un désastre pour l'Allemagne. Rien de moins sûr, car sans ce prétendu désastre l'unité et la puissance de l'empire allemand eussent été peut-être reculées de plusieurs siècles. Si nous n'envisagions les événements que par leurs conséquences lointaines, nous pourrions même assurer que c'est pour la France, et non pour l'Allemagne, qu'Iéna fut un désastre.

Laissant de côté ces influences indirectes des luttes de races, il en est de très immédiates et parfaitement appréciables, dont l'importance ne saurait être méconnue. Les dernières guerres ont mis l'Europe sous les armes; quel en fut le résultat? La ruine des finances, disent les statisticiens; un relèvement sérieux du caractère des peuples, pourraient répondre les psychologues à ces honnêtes bureaucrates. Sans

le régime militaire obligatoire auquel la population mâle de l'Europe est aujourd'hui soumise, l'anarchisme, le socialisme, et tous les dissolvants de la civilisation moderne eussent progressé à pas de géant. Les vieux fondements religieux sur lesquels s'édifiaient les sociétés modernes tombaient en ruine, et nous n'avions rien trouvé pour les remplacer. Le régime militaire fut le maître qui nous enseigna un peu la patience, la fermeté, l'esprit de sacrifice et nous procura une sorte d'idéal provisoire. Seul, il a pu lutter contre l'égoïsme et la mollesse envahissant les peuples. C'est un impôt fort lourd que le service militaire, et rappelant les plus dures périodes du servage antique; mais un impôt sans lequel les sociétés européennes deviendraient rapidement la proie des éléments barbares que chacune d'elles contient. Les dieux des vieux âges coûtaient moins cher sans doute, mais leur sceptre est tombé.

Cette influence morale du régime militaire sur le caractère des peuples a une telle importance qu'on ne saurait trop y insister. Le maréchal de Moltke l'a mise en évidence dans ses Mémoires par le passage suivant, qui mérite d'être médité.

Les jeunes gens, dit-il, ne subissent que pendant un temps relativement court l'influence bienfaisante de l'école. Heureusement, chez nous, au moment où cesse l'instruction individuelle, commence l'éducation proprement dite, et aucune nation n'a reçu dans son ensemble une éducation comparable à celle que la nôtre a eue par le moyen du service militaire. On a dit que c'était le maître d'école qui avait remporté nos victoires. Mais la science seule ne suffit pas pour élever l'homme à un niveau moral tel qu'il soit prêt à donner sa vie pour une idée, pour l'accomplissement d'un devoir, pour l'honneur et la patrie, et c'est à cela que tend toute l'éducation de l'homme. Ce n'est pas le maître d'école, c'est le véritable éducateur, l'état militaire, qui a gagné nos batailles, qui a donné pendant seize ans consécutifs à nos générations leur entraînement corporel et intellectuel, les a dressées à l'ordre, à la ponctualité, à la probité, à l'obéissance, à l'amour de la patrie, à l'énergie virile.

L'utilité du régime militaire ne se borne pas au

rehaussement du caractère. C'est à lui principalement que sont dus les plus grands progrès de l'industrie moderne, surtout en ce qui concerne le travail des métaux. Les recherches faites pour perfectionner les armes ont doté l'industrie d'une précision scientifique et d'une hardiesse absolument inconnues il y a cinquante ans. De même les nécessités stratégiques amenèrent l'extension des réseaux de chemins de fer, et furent l'origine de la plupart des perfectionnements dans l'art naval.

*
* * *

Les guerres, ou simplement les menaces de guerre, sont donc un des plus puissants stimulants moraux et matériels des peuples. L'esprit militaire constitue la dernière colonne soutenant les sociétés modernes, et, pour cette raison mériterait la reconnaissance des peuples qui le maudissent. Ne déplorons pas trop l'antipathie réciproque des races. Sans elle, disparaîtrait toute crainte de guerre et, du même coup, notre civilisation.

Si les arguments qui précèdent restaient sans action sur l'âme sensible, mais peu clairvoyante, des philanthropes, on pourrait placer sous leurs yeux les conséquences de la paix forcée pour un peuple. Un seul pays, l'Inde, jouit des bienfaits d'une tranquillité absolue depuis un siècle. Elle est une des plus vastes et des plus populeuses contrées du globe. L'expérience faite sur une aussi large échelle présente donc un grand intérêt.

Les conséquences de cette paix forcée, imposée à 300 millions d'hommes par la main puissante de l'Angleterre, n'ont pas été longues à se produire. Rien n'entravant plus le développement de la population, elle acquit d'immenses proportions, augmentant d'après les statistiques, de plus de 30 millions pendant ces vingt dernières années; sa densité par kilomètre carré pour les régions habitables

dépasse du double celle des pays les plus peuplés de l'Europe.

Il en est résulté, c'était fatal, une misère aussi générale que profonde. Elle serait bien autrement intense encore si, suivant la vieille loi de Malthus, d'inévitables famines ne venaient décimer d'une façon périodique cette effrayante fourmilière. Or, ces famines, malgré les télégraphes et les chemins de fer, sont des désastres laissant loin derrière eux les plus sanglantes batailles. La seule province d'Orissa, en 1866, a vu périr de faim un million d'hommes; 1.200.000 sont morts en 1868 dans le Punjab. En 1874, 1.300.000 Hindous furent enlevés par la famine dans le Dekkan. Que sont nos guerres comparées à de pareilles hécatombes? Et la mort par la faim est-elle vraiment si supérieure à la mort par le canon, qu'il faille éviter à tout prix l'une pour se résigner à l'autre?

*
* *

Les dissertations sur les avantages ou les inconvénients de la guerre ne présentent au surplus qu'un intérêt purement théorique. Nous n'avons pas à la choisir, mais bien à la subir, et par cela même mieux vaut en considérer seulement les côtés avantageux et surtout nous y tenir prêts.

Le meilleur moyen de préparation aux luttes possibles est de développer cet ensemble de sentiments qui forme ce que l'on appelle l'esprit militaire. Il constitue la véritable puissance d'une armée. Sans lui, et quel que soit son armement, un peuple n'est plus qu'un inconsistant troupeau sans résistance. Considérons donc comme les pires ennemis de la patrie, comme de dangereux malfaiteurs, les écrivains et les orateurs qui s'efforcent de détruire cet esprit dans les âmes. Le jour où il serait annihilé, rien ne nous resterait à perdre. La plus destructive des invasions mettrait fin à notre histoire.

Répetons-le sans cesse, et ayons toujours présentes à la pensée les sombres prévisions des écrivains militaires des divers pays sur les conséquences de la prochaine guerre qui menace l'Europe. N'oublions pas qu'elle sera une de ces luttes finales comme l'histoire en a déjà enregistré plusieurs et qui amènent la disparition définitive et totale de l'une des nations aux prises. Mêlées formidables ignorant la pitié et dans lesquelles des contrées entières seront méthodiquement ravagées jusqu'à ce qu'elles ne renferment ni une maison, ni un arbre, ni un homme.

Ayons ces notions bien vivantes dans l'âme quand nous élevons nos enfants et nos soldats, et abandonnons aux rhéteurs les vains discours sur le pacifisme, la fraternité et autres futilités qui font songer aux discussions théologiques des Byzantins alors que Mahomet pénétrait dans leurs murs.

Des questions autrement vitales nous sollicitent. Pour éviter, ou tout au moins reculer la lutte, il faut être prêt à la supporter. Si elle devient inévitable, rappelons-nous que la victoire ne sera pas du côté des armées les plus nombreuses, mais de celui où se coaliseront les plus résistantes énergies.

La guerre est question de psychologie tout autant que de stratégie. Aucun grand capitaine ne l'a ignoré. « A la guerre, dit Napoléon, tout est moral, et le moral et l'opinion font plus de la moitié de la réalité. » Peu important les pertes. Le succès reste à qui sait le mieux les supporter. Abaissez le caractère des soldats et vous aurez les cohues de Xerxès. Elevez ce caractère, et vous aurez les guerriers de Léonidas.

S'il est démontré que la valeur des armées se mesure au niveau de leur caractère beaucoup plus qu'à leur nombre, on voit que la guerre constitue bien, comme je le disais à l'instant, un problème psychologique. Ainsi rentre-t-elle essentiellement dans le cadre de ce livre.

Un raisonnement très simple fera aisément saisir

l'importance du rôle joué, dans les batailles par les facteurs psychologiques.

Tous les écrivains militaires s'accordent à reconnaître que la quantité d'hommes dont une armée peut supporter la perte sans renoncer à la lutte est limitée. Des expériences séculaires le prouvent : dès qu'une armée laisse sur le champ de bataille 20 p. 100 de son effectif, elle se considère comme vaincue. Ce chiffre de 20 p. 100 constitue ce qu'on pourrait appeler la limite démoralisatrice. La déroute n'est bien évidemment que le résultat d'une impression purement psychologique et nullement une nécessité inéluctable, puisque l'armée, ainsi décimée, possède encore les quatre cinquièmes, soit la plus grande partie de son effectif. Supposons maintenant qu'une puissance magique influence le moral de l'armée vaincue au point de la déterminer à une lutte indéfinie, ce qui, précisément, fut le cas des Japonais. Par ce fait seul que nous aurons modifié son état mental, et sans transformer ni son armement ni sa tactique, la défaite va se changer en succès. La lutte continuant indéfiniment, le vainqueur finira forcément par perdre, à son tour, le cinquième de son effectif et atteindra alors ce que nous avons appelé la limite démoralisatrice. L'ayant dépassée, comme il ne possède pas le pouvoir de résistance magique dont, par hypothèse, j'ai doué son adversaire, c'est lui qui entrera en déroute. De vainqueur, il deviendra vaincu.

Ce pouvoir miraculeux, décuplant la résistance des armées, n'est nullement inaccessible. Il dépend de l'éducation donnée aux soldats, de l'âme qu'on leur inculque. Certains sentiments peuvent constituer une force plus irrésistible que le nombre. L'histoire en fournit d'illustres exemples.

*
* *

L'énergie du caractère n'est pas le seul facteur d'ordre psychologique intervenant dans le succès des

guerres. Un autre existe d'importance égale : je veux parler de la communauté de conduite ou, si l'on préfère, de doctrine. Elle représente le fruit d'une éducation spéciale, forcément très longue. Ses effets ne se produisent que lorsqu'elle est arrivée à ancrer certaines notions dans l'inconscient de tous les officiers d'une armée. Alors seulement, ces derniers envisagent, avec une même optique mentale, les situations les plus inopinées et s'y comportent, par conséquent, de façon identique. La lecture des Mémoires du maréchal de Moltke montre les résultats de cette communauté de doctrine. On y voit, à chaque page — et l'auteur n'omet pas de le faire remarquer, — que lorsque, dans la guerre franco-allemande, une évolution imprévue de l'ennemi obligeait l'état-major à prescrire de nouveaux mouvements, ceux-ci étaient généralement commencés avant que l'ordre fût arrivé. Les Mémoires de nos généraux sur la guerre de 1870 révèlent, au contraire, qu'ils attendaient invariablement des instructions et ne bougeaient jamais sans en avoir reçu. Les premiers possédaient la discipline inconsciente, la seule permettant l'initiative; les seconds ne connaissaient malheureusement que celle du corps. Avec une très petite armée, la discipline externe suffit. Avec une grande armée, la discipline interne devient indispensable. Une éducation intelligente peut seule la créer¹.

1. Je recommande à ce sujet la lecture d'un ouvrage publié par le Commandant d'Etat-Major Gaucher sous ce titre : *Psychologie de la Troupe et du Commandement*. Il y a réuni les conférences faites à des officiers en prenant pour base les principes exposés dans mes deux ouvrages : *Psychologie des Joules*, *Psychologie de l'éducation*.

CHAPITRE VI

Facteurs psychologiques des luttes économiques.

Les luttes à main armée dureront sans doute longtemps encore. Les haines de races et les conflits d'intérêts croissant à mesure que les peuples se connaissent mieux, les entretiendront fatalement. Mais, avec les progrès de la civilisation, elles se compliqueront de luttes économiques, d'ailleurs aussi meurtrières que celles des champs de bataille.

Plus encore peut-être que les guerres sanglantes, ces luttes économiques seront la résultante nécessaire de la constitution mentale des nations.

Dans un livre publié, voici bien des années, je montrais que le rapprochement de l'Orient et de l'Occident, sous l'influence de la vapeur et de l'électricité, aurait pour proche conséquence un conflit économique gigantesque entre Occidentaux et Orientaux. Très contestées alors, ces prédictions commencèrent à se réaliser par la lutte des Russes et des Japonais.

Longtemps, l'Europe exporta ses produits en Orient, mais, graduellement, cet état de choses se modifie. L'Orient, jadis foyer de consommation seulement, devient aujourd'hui un centre immense de production. C'est lui qui envahit à son tour nos marchés, avec des produits industriels et agricoles fabriqués par des ouvriers dont les besoins très faibles les font se contenter d'un salaire bien moindre que celui

de l'ouvrier européen. L'Europe essaie d'élever contre ces produits une immense muraille douanière. Nous verrons, plus loin, ce que vaudra prochainement une telle barrière.

La lutte se borne actuellement à quelques produits industriels et agricoles, mais elle s'étendra rapidement. L'Inde, le Japon et bientôt la Chine nous menacent de leur concurrence sur tous les marchés. Munis de notre outillage, ils fabriquent les produits industriels dont l'Europe avait le monopole. L'Inde fournit maintenant à l'Angleterre les tissus de coton que les tisseurs de Manchester lui fournissaient jadis. Les « filés de coton », envoyés autrefois en Chine de Manchester, partent aujourd'hui de Bombay. Les produits fabriqués par des Hindous et des Chinois qui se contentent d'un salaire journalier très faible, valent ceux de l'ouvrier européen, et la concurrence des Asiatiques est telle que l'Amérique et l'Australie en sont réduites à les expulser.

Déjà plusieurs grèves, celle des boutonniers de Méru, notamment, sont nées de la concurrence que nous font les Japonais sur les marchés étrangers.

Lorsque le Japon, l'Inde et la Chine auront fini par installer chez eux, grâce à la houille qu'ils possèdent, de nombreuses usines et inonderont le monde de leurs produits fabriqués à vil prix, quelle barrière arrêtera leur extension commerciale? L'ouvrier européen verra alors tomber son salaire au niveau de celui d'un Hindou, d'un Chinois ou d'un Japonais. Le gain de l'Oriental fixera celui de l'ouvrier européen. « Le régulateur du monde économique tendra toujours, a-t-on dit avec raison, à être, quoi qu'on fasse, le marché où le travail sera au plus bas prix. » Malgré le rêve socialiste, le salaire des Européens, loin de s'accroître, s'abaissera alors dans de notables proportions.

Lorsque j'examinai ces hypothèses, il y a plus de vingt-cinq ans, les journaux anglais de l'Inde, tout en

reconnaissant la justesse de mes prévisions, me répondirent que les ouvriers orientaux finiraient par avoir nos besoins et deviendraient, par conséquent, aussi exigeants que les confrères occidentaux. Dès lors, l'équilibre serait établi. Ils oubliaient, comme on le fait toujours, que le caractère psychologique de la plupart de ces races est trop stable pour se transformer. L'expérience le prouve, d'ailleurs, surabondamment. Les Chinois affluent en Amérique depuis longtemps. L'image du luxe ambiant a-t-elle jamais modifié le genre de vie de l'un d'eux? La tasse de thé et la poignée de riz quotidienne ont-elles jamais été remplacées par le régime européen? Notre civilisation se trouve trop peu en rapport avec la constitution mentale de ces peuples pour exercer la moindre influence sur eux. Quiconque a fait travailler un ouvrier hindou sait, qu'aussitôt gagnés les cinq ou six sous nécessaires à sa subsistance journalière, l'appât des sommes les plus tentantes reste sans action sur lui.

Cette révolution économique profonde, qui fera peut-être passer le sceptre de la production aux races de l'Amérique et de l'Asie et pourra ruiner l'Europe, n'est maintenant qu'à son aurore. L'heure paraît cependant prochaine où l'Europe verra se réduire immensément ses exportations.

En ce qui concerne les produits venus de l'Amérique, ce phénomène est en voie d'accomplissement, mais les ouvriers américains étant des Européens possédant des besoins d'Européens, leurs productions ne descendront jamais à très bas prix. Ils ne peuvent donc être bien redoutables pour le vieux continent. Si ce dernier cesse de rien importer en Amérique, par contre, il n'a pas à craindre l'invasion des produits expédiés par elle.

Tout autre est la question pour le Japon, la Chine et l'Inde. Comme l'Amérique, ces contrées refuseront nos produits inutiles, mais nous encombreront en outre des leurs, ou, tout au moins, nous créeront

une désastreuse concurrence sur les marchés étrangers. Déjà nos stocks s'accumulent. Nos industries, n'ayant plus que la clientèle européenne, s'entre ruinent l'une l'autre. Elles devront un jour avilir leurs prix et, par conséquent, réduire le salaire de leurs ouvriers.

Il ne faut pas croire qu'en s'isolant du reste du monde par une barrière infranchissable de tarifs douaniers, l'Europe pourra se soustraire indéfiniment à la concurrence de l'Orient. Peut-être y parviendrait-elle en arrivant à assurer sa propre subsistance, mais depuis longtemps sa population a pris une extension qui ne le lui permet plus.

Les économistes ont calculé en effet que la plupart des Etats d'Europe cessent graduellement de produire la nourriture nécessaire à leurs habitants. L'isolement réduirait donc l'Europe à la famine. Naturellement, pour éviter la fâcheuse perspective de mourir de faim, on abaissera les barrières douanières, mais avec quoi payer les produits destinés à l'alimentation quand toute exportation sera impossible? Que deviendra la vieille Europe ployée sous ses milliards de dettes et de lourds impôts? Elle tombera peut-être alors dans la décadence, sort final de toutes les civilisations usées, et sa population, après des luttes sanglantes qui achèveront de l'épuiser, devra se réduire au chiffre qu'il lui sera possible de faire subsister. Ce jour-là, les économistes les plus endurcis commenceront peut-être à comprendre les inconvénients d'une progression trop rapide de la population et la supériorité réelle des Etats peu peuplés.

Dans le conflit économique des races, dont nous entrevoyons l'aurore, la supériorité intellectuelle de l'Europe n'est pas assurément un facteur à négliger. Mais n'oublions point qu'en définitive elle reste le lot d'une élite fort restreinte et qu'au point de vue du travail manuel, la plupart des peuples se valent, et ne sont supérieurs ni aux Japonais ni aux Chinois.

La nécessité dans laquelle se trouvent les Américains et les Australiens de les expulser, par suite de la concurrence redoutable qu'ils font à leurs ouvriers, en constitue la preuve.

Si la lutte de l'Orient et de l'Occident était une lutte intellectuelle entre les couches supérieures de leurs populations, l'issue n'en serait probablement pas douteuse. Mais il ne s'agit que d'un conflit économique entre couches moyennes à peu près égales par leur niveau mental, mais très inégales par leurs besoins. Le succès final sera sans doute du côté des besoins les plus faibles.

Toutes ces spéculations n'ont du reste qu'un intérêt lointain. Les problèmes de l'heure présente sont assez graves pour que nous puissions abandonner à nos fils l'étude de ceux de l'avenir.

CHAPITRE VII

Influences psychologiques de l'enseignement universitaire.

Leibniz disait qu'avec l'éducation on peut transformer un peuple en cent ans. Il aurait pu ajouter aussi qu'avec une éducation mal adaptée, on déforme la mentalité d'un peuple en beaucoup moins de temps.

Les succès scientifiques, industriels et économiques des Allemands, nés de leur enseignement universitaire depuis un siècle, ont justifié l'assertion de Leibniz.

La décadence où nous conduisent nos méthodes classiques tend à vérifier également ce que je viens de dire sur les conséquences d'une éducation mal adaptée aux besoins d'un peuple. C'est un triste système celui qui crée un nombre immense de déclassés et de révoltés, qui fabrique tant de théoriciens bavards, incapables d'être utilisés dans un laboratoire ou une usine, et aptes seulement à répéter les démonstrations de leurs manuels.

Le problème de l'éducation est avant tout un problème de psychologie. Or, les principes fondamentaux de notre éducation classique, des écoles primaires aux écoles supérieures, reposent sur une série d'énormes erreurs psychologiques. Il en est résulté que notre Université est devenue une des causes principales de l'anarchie sociale qui nous ronge et de la décadence qui nous menace.

*
* *

Par un après-midi d'hiver assez sombre, je vis

entrer chez moi un grand vieillard, la physionomie fine, l'œil perçant. Il tenait à la main ma *Psychologie de l'éducation*, dont la neuvième édition venait de paraître, et, sans autre préambule, me tint ce discours :

« Notre système d'éducation ne peut durer. L'Université conduirait la France au dernier degré de la décadence. Je suis sénateur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, ancien professeur à la Faculté, et possède, par conséquent, plusieurs tribunes. L'attention doit être attirée sur les idées que vous avez exposées. Il faut m'aider dans cette tâche, en me fournissant des notes, des renseignements, pour un discours documenté au Sénat. »

Je ne connaissais pas personnellement alors mon interlocuteur et savais seulement qu'à l'époque où il exerçait sa profession, il passait pour le plus habile chirurgien de son temps. Une telle indication suffit à préciser son nom.

La visite de l'illustre académicien se répéta plusieurs fois. Le résultat de nos discussions fut que, pour changer notre enseignement, il serait nécessaire de transformer d'abord l'âme des chefs de l'Université puis celle des professeurs et enfin celle des parents et des élèves. Devant cette évidence, l'éminent sénateur renonça de lui-même à son discours.

*
* *

Peu de questions suscitent autant de livres, de documents et de brochures que l'éducation. Aucune ne montre mieux combien restent tenaces les idées héréditaires des peuples et par quelle impérieuse tyrannie le passé les enchaîne.

Le problème de l'éducation française donne lieu, en effet, à cette double constatation : nécessité universellement reconnue d'une réforme et impossibilité complète de la réaliser.

Législateurs, professeurs, savants, lettrés, sont una-

nimes à trouver notre système d'enseignement détestable et à répéter que le temps passé au lycée et à l'école primaire est un temps perdu. Personne n'ignore que l'homme désireux de réussir dans la vie doit refaire tout seul son instruction et consacrer la seconde partie de son existence à détruire les illusions, les erreurs et les modes de penser acquis dans la première.

L'accord est complet sur tous ces points et cependant, malgré les efforts journallement tentés, notre système d'éducation n'a réalisé aucun progrès depuis cinquante ans. Chaque changement n'aboutit, au contraire, qu'à accentuer ses défauts.

Il est utile de mettre en évidence les causes de cette singulière impuissance. Une idée erronée se trouve nécessairement à la base de toutes les réformes si vainement essayées. Remanier des programmes n'est pas changer l'erreur psychologique qui les inspire.

Si nous modifions toujours sans succès les règlements universitaires, c'est parce que ce sont les méthodes d'enseignement et non les programmes qu'il faudrait changer. Jamais nos professeurs n'ont pu arriver à cette conviction. Ils ne se rendent pas compte qu'avec leurs procédés mnémoniques, leurs raisonnements théoriques, abstraits, sans base concrète, l'élève ne saurait apprendre à observer, réfléchir, raisonner, juger et acquérir de la méthode.

Au lecteur qui voudra étudier l'impuissance irréductible des universitaires à saisir les causes de la faiblesse de notre éducation, je recommande la lecture des deux discours sur l'enseignement prononcés devant l'Association française pour l'avancement des sciences, par M. Lippmann, professeur à la Faculté des sciences de Paris, et M. Appell, doyen de la même Faculté.

M. Lippmann commence par prouver — et sur ce point, il est d'accord avec tous ses collègues — que l'enseignement à ses divers degrés est tombé en France à un niveau extrêmement bas. La supériorité écras-

sante de l'enseignement des universités allemandes et leur influence mondiale lui semblent démontrées.

Impressionné par de tels faits, le distingué physicien a réfléchi longuement sur les causes du mal et sur les remèdes.

Sa laborieuse méditation n'a pas été heureuse. Ses conclusions prouvent uniquement à quel point de grands spécialistes sont incapables d'observer et de raisonner dès qu'ils s'écartent de leur spécialité. Il n'irait pas loin le pays gouverné par un aréopage de savants, comme de candides philosophes l'ont jadis proposé!

Si M. Lippmann n'était pas un homme grave, parlant devant des gens très graves, on le soupçonnerait volontiers de s'être moqué de ses auditeurs.

Ce qu'il leur a révélé est, en effet, bien singulier. « Notre enseignement ne demeure si déplorable, dit-il, que parce qu'il vient de Chine et a été importé par les Jésuites! » Quant à le réformer, rien n'est plus aisé. Il suffirait de « libérer les Universités du joug du pouvoir exécutif... » et lui « retirer la collation des grades ». Etrange aberration! Toute la puissance du pouvoir exécutif ne se borne-t-elle pas à signer les diplômes que l'Université seule délivre! Il faut fermer les yeux à l'évidence pour découvrir de telles causes à une situation créée uniquement par nos méthodes d'enseignement.

Les conceptions de M. Lippmann sont, comme on le voit, d'une naïveté un peu excessive. Celles émises par M. Appell, dans son discours, méritent, au même degré, un semblable qualificatif. Chaque ligne trahit l'incertitude de la pensée. On en jugera par les extraits suivants :

L'administration voit le mal et cherche activement le remède ; il consisterait surtout à établir des relations suivies entre les écoles normales primaires et l'enseignement supérieur (!!).

Plus loin, il propose comme grande réforme la

suppression d'une partie des cours du Muséum et sa transformation en « Institut national des collections ».

L'auteur a fini par sentir la faiblesse de pareilles idées. Dans un article récent, il revient sur le même sujet et assure que :

La première réforme serait le classement des matières des programmes par valeur utilitaire et la seconde l'application de ce rapport dans l'université active comme dans son administration, tel enseignement restreint et tel autre élargi, telles chaires supprimées et telles autres créées.

On le voit, aucun de ces éminents spécialistes n'est encore arrivé à comprendre que ce qu'il faut modifier ne sont pas les programmes, mais les méthodes. Proposer d'allonger ou de raccourcir les premiers, de supprimer certaines chaires ou d'en fonder d'autres, représente une phraséologie vaine, sans nulle idée directrice pour soutien.

Dans le numéro même de la revue où paraissait le discours cité plus haut se trouvait un travail de M. Le Chatelier, très apte à faire saisir aux nombreux universitaires, raisonnant comme M. Appel, la différence séparant l'homme dont l'éducation pratique a formé le jugement et celui qui s'est borné à apprendre des manuels et des théories abstraites. L'auteur suppose, cas d'ailleurs plusieurs fois observé, deux ingénieurs chargés d'installer des fours Siemens à chaleur régénérée. Impossible d'utiliser les indications livresques, car il existe une centaine de modèles de ces fours, et rien ne servirait même de les connaître tous, la conduite de chacun d'eux variant entièrement, suivant les innombrables qualités de charbons employées. L'homme des manuels est complètement perdu. Il tâtonne au hasard, et, après avoir fait dépenser à son usine des sommes considérables et un temps précieux, en est réduit à recourir aux lumières d'un spécialiste. L'ingénieur dont l'instruction n'a pas été édifiée uniquement, comme en France, sur la mémoire, et dont le jugement scientifique s'est exercé

sur des réalités, procède d'une façon très différente.

Dans une série d'observations, il s'astreindra à ne faire varier à la fois qu'une seule des conditions de l'expérience : un jour le mode de soufflage, un autre la nature du charbon ou enfin la quantité d'eau envoyée au cendrier. Ces tentatives méthodiques lui permettront de juger dans chaque cas des résultats de telle ou telle modification et le conduiront peu à peu à obtenir une marche normale de son gazogène. Le temps perdu sera minime et la dépense insignifiante.

*
* *

Chaque période de l'histoire des peuples réclame une éducation nouvelle, parce que le milieu change et que naissent de nouvelles nécessités. Le tort de la nôtre est de n'avoir pas su évoluer.

L'éducation française, écrivait récemment un ancien ministre, M. Hanotaux, est purement livresque. Nos jeunes hommes sont entraînés jusqu'à vingt-cinq ans sur les bancs des écoles où tandis que leurs culottes s'usent, leur esprit s'amincit ; ils n'apprennent plus rien à la fin qu'à répéter des leçons verbales et formelles qui les rendent remarquablement inaptes à la vie. L'existence de notre élite tourne ainsi à un remuement de paperasses indifférentes ou au repolissage sempiternel de formules déjà usées. Cette ignorance, ce dédain des réalités, cette fausse appréciation des valeurs sociales est la base de notre éducation moderne : elle contamine la plupart de nos professions libérales.

Certains principes formulés en quelques lignes ont parfois des conséquences dont l'exposé demanderait un volume. Les principes psychologiques si erronés qui servent de base à notre enseignement supérieur¹, secondaire et primaire ont fini par s'in-

1. Les mêmes méthodes mnémoniques font la base de tout enseignement universitaire, de l'école primaire aux facultés de médecine. Le *Matin* du 18 mars 1910 a publié le manifeste suivant signé d'un grand nombre de médecins à propos du concours d'agrégation.

« Ce que nous demandons, disent-ils, parce que cela est notre intérêt *en même temps que l'intérêt public, c'est un enseignement pratique et technique.* Quand dans nos différents congrès médicaux, à Paris et à Lille, nous réclamons cette réforme, on néglige de nous répondre. Le concours d'agrégation est éminemment injuste. On ne peut juger un candidat sur une composition écrite. Les épreuves de ce concours sont toutes *théoriques.* Les épreuves pratiques, qui seules devraient compter, n'existent pas. »

sinuer jusque dans l'enseignement technique. Ils sont appelés à ruiner notre industrie nationale.

*
* *

Notre université ne donne pas et n'a jamais cherché d'ailleurs à donner les qualités de caractère qui font la vraie valeur de l'homme dans la vie. Elles sont très inutiles il est vrai pour le professeur ou le bureaucrate, mais indispensables dans toutes les autres professions et tous les métiers.

Les Anglais y attachent au contraire une importance considérable. Les faits observés dans leurs colonies auraient suffi à leur montrer cette importance. Les Hindous doués d'une mémoire merveilleuse réussissaient admirablement dans les examens conduisant aux emplois supérieurs du gouvernement de l'Inde, et pourtant après des expériences répétées, il fallut, par suite de l'infériorité manifeste de leur caractère, les éliminer progressivement.

Le passage suivant du remarquable ouvrage de M. Chailley *L'Inde britannique* fera parfaitement saisir la différence établie par les Anglais entre l'instruction purement intellectuelle et les caractères.

Les Hindous n'allèguent jamais que talent et habileté; les Anglais se préoccupent surtout du caractère. Qu'est-ce? C'est la valeur morale de l'homme: le sang-froid, quand il s'agit de décider, et la rapidité quand il s'agit d'agir; la conscience, pour tenir tête à qui tente; l'énergie, à qui menace. C'est le sentiment du devoir envers le pays et envers soi-même. L'intelligence, attestée par de brillants concours, des discours éloquents ou d'ingénieux écrits, les Anglais n'en font que le cas qui convient. Ce sont pour eux des mérites de second ordre.

Lord Lawrence n'était certes pas, en son temps, le *civilian* le plus orné de talents, le plus doué d'habileté. On le choisit cependant entre tous pour en faire un vice-roi: c'est qu'il possédait au suprême degré ces dons incomparables, la droiture, la volonté.

Comment se cultivent ces qualités de caractère dont les plus utiles sont l'empire sur soi et la disci-

plaine? Je n'ai pas à l'examiner ici l'ayant déjà fait ailleurs ¹.

*
* *

Si le lecteur désire connaître, en regard des tristes procédés mnémoniques et des raisonnements vides de notre Université, des méthodes fixant définitivement les choses dans l'esprit, je pourrais l'engager à visiter les établissements d'enseignement de l'Allemagne. Mais il retirerait trop d'humiliation de son voyage. Je lui conseillerai donc seulement la lecture du livre de Buyse sur les systèmes américains d'éducation, ouvrage auquel l'Académie royale de Belgique vient de décerner une de ses plus hautes récompenses. En voici un court résumé, emprunté au professeur Jacquemin :

Toute l'éducation et toute l'instruction américaines reposent sur l'effort personnel; le système appliqué dès la première année de l'école primaire s'élargit avec l'âge, les exercices pratiques sont toujours à la base, quand bien même il s'agirait de littérature : celle-ci devient un travail de laboratoire, car elle s'associe intimement avec le dessin et le modelage. Foin de l'enseignement par la parole du maître ! On fait agir les enfants comme s'ils étaient seuls au monde, en toute liberté ; de même que dans les sciences pures et appliquées l'élève arrache aux appareils et au matériel d'expérimentation le secret des phénomènes et des lois qui les régissent, de même toutes les branches d'enseignement, jusqu'aux plus abstraites, sont présentées sous

1. Les extraits suivants d'une lettre reçue de M. le capitaine d'état-major C... du 21^e dragons, condensent parfaitement les principes que j'ai exposés et qui sont tout aussi applicables aux élèves d'une classe qu'à des recrues.

« Permettez à un officier fervent de son métier de vous dire combien il a été frappé de la sûreté de main avec laquelle vous avez touché aux choses de l'armée. Imposer avant tout aux hommes une ferme discipline externe, la discipline interne succédera bientôt par association inconsciente de réflexes. Ce ne sera plus alors qu'un jeu de se faire aimer et pour peu qu'on ait quelque prestige personnel, un peu de bonté, on verra comme par miracle surgir autour de soi d'incalculables dévouements. Que de chefs ont l'esprit fermé, hélas à toutes ces vérités éclatantes ».

L'auteur oublie d'ajouter que, hypnotisés par les idées socialistes à la mode, beaucoup de jeunes officiers en sont arrivés à la théorie de la discipline raisonnée et volontaire. Ils discutent avec leurs subordonnés, dissertent, expliquent, etc. On peut finir par là, mais jamais débiter de cette façon. L'ignorer est faire preuve d'une bien grande méconnaissance psychologique et empêcher pour toujours la création d'une discipline.

des formes concrètes qui nécessitent pour être assimilées aussi bien l'habileté des mains que la vivacité de la pensée.

...Quel que soit le système pédagogique, on trouve toujours le travail manuel à sa base, vrai fond de l'étude ; ce principe du travail manuel, base de l'éducation, est entré dans les écoles américaines par la voie frœbelienne et par la voie technique.

Mêmes principes en Angleterre. J'extrais d'une circulaire adressée aux professeurs par le *Scotch Education Department* les lignes suivantes :

L'acquisition d'un certain nombre de faits n'est pas le premier objet de l'enseignement, qui doit surtout viser à implanter dans l'esprit de l'enfant l'habitude de l'investigation exacte, méthode qui peut devenir un moyen de discipline mentale de l'ordre le plus élevé.

Il suit de là que l'essentiel du travail est l'étude par chaque élève, individuellement et pour lui-même, d'un problème défini au laboratoire, et que les démonstrations du professeur doivent prendre une place secondaire. Le travail au laboratoire peut être *précédé* par les explications nécessaires pour faire comprendre aux élèves la question à étudier ; il doit être *suivi* par la comparaison des résultats obtenus, la discussion des divergences et l'établissement des conclusions générales. La démonstration du professeur peut être employée à confirmer ces conclusions, ou à illustrer leur portée. C'est l'affaire du maître, de guider et de diriger, d'éveiller l'intérêt, de suggérer de nouveaux problèmes ; *Il ne doit jamais se contenter d'exposer des résultats tout faits.*

*
* *

Ces méthodes ne constituent certes pas des nouveautés. Elles sont en usage à peu près partout, sauf dans les pays latins, et ont contribué puissamment à la prospérité scientifique et économique de l'Allemagne. Nous ne les adoptons pas, parce qu'il faudrait commencer, comme je le disais plus haut, par transformer d'abord l'âme des professeurs, puis celle des parents, et, enfin, celle des élèves.

Celle des professeurs surtout. Eduqués suivant des méthodes mnémoniques, pourraient-ils en enseigner d'autres ? Toutes les tentatives accomplies dans ce sens ont misérablement échoué. La mentalité des professeurs, créée par l'enseignement classique, est

fixée pour toujours. Formés par les livres, guidés par les livres, ils mourront dans les livres. Le monde réel leur restera toujours fermé.

Pourquoi devrait-on, après avoir changé la mentalité des professeurs, modifier aussi celle des parents puis des élèves ? Simplement parce que les uns et les autres ne demandent à l'Université qu'une chose : mettre promptement les jeunes gens en mesure de passer des examens. Or, pour y réussir, le procédé le plus rapide consiste évidemment à apprendre par cœur une série de manuels. Ces derniers dotent de connaissances très éphémères, mais suffisantes pour l'examen. Les rares professeurs partisans de la méthode expérimentale, seule capable de former l'esprit, mais inutile pour l'examen, seraient vite éliminés par les grands chefs de l'Université. Ceux qui l'ont tenté furent toujours très mal vus. On leur répète que le temps consacré par l'élève à observer serait beaucoup plus utilement employé à apprendre par cœur des livres, de façon à pouvoir les réciter imperturbablement le jour de l'examen. Les parents émettent d'ailleurs un avis absolument identique.

Le but de l'Université n'est pas du tout d'ailleurs de former des hommes, mais de leur apprendre un beau langage. Elle en paraît très fière. Parlant dans son discours de réception à l'Académie de « la formation universitaire », M. Doumic donne les explications suivantes :

Nous savons très bien en quoi elle consiste et à quoi elle aboutit : elle façonne, par la discipline de l'antiquité, des lettrés qui, rendus sensibles au mérite de composition et à la valeur d'art des œuvres classiques, en deviennent pour leur compte capables d'ordonner leurs idées avec méthode et de les traduire dans un langage irréprochable. On a beaucoup médité de cette sorte de culture, certes ! et on continue, et on continuera ; seulement on n'arrive pas à en inventer une autre.

On n'y arrive pas en France, en effet, et c'est ce qui constitue précisément l'incurable faiblesse de notre Université. Le lecteur de ce chapitre sait qu'on y est arrivé ailleurs.

De simples instituteurs ont quelquefois sur les méthodes d'éducation des idées beaucoup plus justes que celles des académiciens. On en pourra juger par le passage suivant d'un manifeste récent de « l'Amicale des instituteurs de la Marne ».

Enseigner ce n'est pas montrer, c'est apprendre à voir; ce n'est pas révéler, c'est suggérer; ce n'est pas entraîner, c'est orienter; c'est mieux qu'instruire, c'est rendre apte à observer, à penser, à se déterminer soi-même, à agir.

*
* *

On s'étonne souvent de voir le socialisme le plus révolutionnaire recruter ses adeptes parmi les professeurs, du normalien à l'instituteur. *L'Opinion* a publié le résultat d'une enquête démontrant qu'un grand nombre des élèves de l'École normale supérieure font partie des groupes socialistes extrêmes, c'est-à-dire rêvant la destruction complète de l'état actuel.

Cette mentalité n'a rien de surprenant, étant données les idées inculquées par l'Université. Elle établit comme dogme indiscutable que le mérite des hommes se classe uniquement d'après leurs diplômes. En bas, le bachelier, un peu plus haut le licencié, plus haut encore, le docteur et, enfin, au-dessus de tous les autres, l'agrégé. Le professeur possédant ces titres, se croit volontiers d'une essence supérieure. Constatant ensuite que, malgré cette supériorité supposée, il jouit dans la vie d'une considération restreinte, d'appointements assez modestes, la nécessité s'impose à son esprit de bâtir une société nouvelle capable de lui donner la place élevée due à ses mérites.

Un examen plus attentif des choses lui apprendrait vite que, dans le monde, les hommes se classent d'après des mérites très différents de la mémoire, seule faculté nécessaire à l'obtention des diplômes.

Les faits ne modifient nullement la mentalité de nos professeurs, ils n'y voient qu'injustice et ne font

que haïr davantage la société dont ils se croient victimes. Le socialisme révolutionnaire des intellectuels est en réalité un produit universitaire.

Leur rancune déjà grande contre l'état social est devenue féroce lorsqu'une loi nouvelle les a contraints au stage de la caserne sous les ordres de caporaux souvent peu lettrés et parfois assez rudes. Une société où le licencié et le docteur peuvent être commandés par des ignorants est sûrement mal organisée et on doit se hâter de la refaire !

Ce passage des intellectuels à la caserne est également une des causes les plus actives du développement de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme parmi eux. Des couches supérieures de l'Université, ces sentiments sont descendus aux instituteurs, où ils se sont rapidement développés.

L'instituteur, écrit Paul Adam, souffrit tellement dans la chambre, qu'il devint un antimilitariste hargneux, il est trop simpliste encore pour concevoir l'effroyable péril d'une propagande de désarmement lorsque la barbarie des pangermanistes augmente sans cesse le budget de l'offensive allemande, et renforce ses moyens de lancer brusquement par-dessus notre frontière d'innombrables armées. L'instituteur livre la nation pieds et poings liés à ses ennemis.

Et c'est ainsi que les professeurs de tout ordre, se tournent de plus en plus vers les pires doctrines anarchistes. Dans le laisser-aller général, les ministres n'osent pas endiguer ce redoutable courant qu'aurait vite supprimé une volonté forte. Quel symbole que cet instituteur entamant un procès contre le ministre de l'Instruction publique, — simple serviteur de la démocratie, dont lui, instituteur, était un maître — qui, retenu par un ambassadeur s'était permis de le faire attendre un quart d'heure. Quelle hypertrophie de la vanité égalitaire ! Quel chemin les illusions créées par l'enseignement universitaire ont-elles dû faire dans des esprits mal dégrossis pour les conduire jusque-là !

Ne les critiquons pas trop cependant, ces modestes

instituteurs. Ils sont ce que l'enseignement supérieur les a faits. Les manuels devenus leur Bible sont généralement rédigés, en effet, par des maîtres de l'Université parmi lesquels figurent des académiciens et des professeurs à la Sorbonne. Beaucoup de ces livres sont malheureusement peu recommandables. On s'étonne d'y rencontrer tant de preuves d'une mentalité de fanatiques. Les journaux les moins suspects de cléricalisme ont relevé récemment les jésuitiques interprétations de l'histoire contenues dans un de ces manuels rédigé par un professeur de la Sorbonne des plus connus. Il faut remonter à l'époque de l'Inquisition pour rencontrer d'aussi sombres sectaires. Si ces fastidieuses élucubrations ne dégageaient pas un mortel ennui, elles influeraient de la plus dangereuse façon sur l'imagination des enfants et nous feraient une génération d'antipatriotes et de révoltés.

C'est un spectacle attristant de voir des professeurs en Sorbonne, des académiciens, etc., réduits pour plaire aux maîtres de l'Université à interpréter au gré des idées du jour les faits historiques du passé. Quelques-uns poussent la crainte jusqu'à ne plus oser prononcer le nom de Dieu dans leurs manuels, n'hésitant pas pour y réussir à défigurer même les fables de La Fontaine! Chacun connaît l'histoire du petit poisson :

Petit poisson deviendra grand
Pourvu que Dieu lui prête vie.

Les auteurs des nouveaux manuels écrivent gravement :

Petit poisson deviendra grand
Pourvu qu'on lui prête la vie.

Voici à quelles platitudes on arrive pour flatter des chefs de bureaux et obtenir des souscriptions!

Il est un peu humiliant de voir des hommes éminents comme M. Lavissee, membre de l'Institut, se prêter à de pareilles besognes. On lui a fait remarquer que dans la dernière édition de son manuel d'Histoire de France, il n'avait plus osé parler de Sainte-Genève.

viève et avait eu soin de biffer dans une phrase expliquant le génie d'un grand homme le mot Dieu. L'inquisition cléricale n'était assurément pas plus sévère que l'inquisition libre penseuse!

*
* *

Le livre dans lequel j'ai exposé les principes psychologiques qui devraient être la base de l'éducation eut beaucoup de lecteurs, à en juger par ses nombreuses éditions. Néanmoins, son influence sur les universitaires est restée très faible. Confinés dans de rigoureux programmes, les professeurs ne peuvent enseigner que les matières de ces programmes, et les enseignent nécessairement avec les méthodes qui servent à leur propre instruction.

Cependant, nos recherches ont fini par trouver un écho dans la très importante école destinée à former nos futurs généraux. Je veux parler de l'École de guerre, soustraite entièrement, comme on le sait, à l'influence de l'Université. De savants maîtres, le général Bonnal, hier, le colonel de Maud'huy, aujourd'hui et quelques autres y inculquent à une brillante élite d'officiers les principes fondamentaux développés dans la *Psychologie de l'éducation*. Parmi les plus importants se trouve celui que j'ai choisi comme épigraphe : *l'éducation est l'art de faire passer le conscient dans l'inconscient*. Ainsi que je l'ai déjà dit dans un autre chapitre, M. le commandant Gaucher a publié sous ce titre : *Etude sur la Psychologie de la Troupe et du Commandement*, un livre destiné aux officiers, et basé sur les méthodes d'éducation que j'ai fait connaître. Ce succès, un peu inespéré, prouve qu'il ne faut jamais hésiter à dire ce qu'on doit dire même quand on est seul à le dire¹.

1. Je dois reconnaître que si les idées exposées dans mon livre ont eu peu de succès en France, elles en ont obtenu beaucoup à l'étranger. Le grand-duc Constantin Constantinovitch, président de l'Académie des sciences et grand-maître des Ecoles militaires de Russie, l'a fait traduire en russe pour l'enseignement dans les écoles qu'il dirige.

*
* *

Un grand nombre d'enseignements se dégagent de l'histoire des infructueuses tentatives accomplies pour modifier notre système d'éducation. Si les législateurs cherchaient quelquefois dans l'expérience, et non dans des intérêts immédiats, leurs mobiles d'action, ils y trouveraient une preuve nouvelle, de l'inutilité des réformes accumulées constamment sans comprendre que l'âme d'une nation ne se refait pas avec des lois. Les lois, je le répète encore, sont efficaces lorsqu'elles expriment la mentalité d'un pays, mais elles ne la créent jamais.

Il faudra sans doute bien des revers économiques, bien des bouleversements, pour graver dans nos esprits ces notions fondamentales : que la science et l'industrie ont conduit le monde à une phase d'évolution où certaines facultés, jouent un rôle prépondérant dans la vie des peuples. Les futurs maîtres de la science, de l'industrie et du commerce seront des hommes possédant : initiative, esprit d'observation, volonté, jugement et domination d'eux-mêmes. Voilà les qualités que nos méthodes officielles n'ont jamais encore essayé de nous inculquer.

Le président de l'enquête parlementaire sur l'éducation, M. Ribot, est arrivé à cette conclusion que notre enseignement est en grande partie responsable des maux de la société française. Je n'hésite pas à dire, après avoir longuement étudié la question, que notre Université est un des fléaux de la France.

LIVRE III

LE GOUVERNEMENT POPULAIRE

CHAPITRE I

L'Élite et la Foule

Le monde moderne se trouve en présence d'un problème, lentement grandi à travers les siècles et qu'il faudra résoudre sous peine de voir certains peuples sombrer dans la barbarie.

Une des caractéristiques les plus certaines, quoique fort méconnue de la civilisation actuelle, est la différenciation progressive des intelligences et par conséquent des situations sociales.

Malgré toutes les théories égalitaires et les vaines tentatives des codes, cette différenciation intellectuelle ne fait que s'accroître, parce qu'elle résulte de nécessités naturelles entièrement soustraites à l'influence des lois.

Les progrès de la technique sont devenus les vrais moteurs des civilisations modernes. Par sa complication progressive, cette technique a fini par exiger des connaissances théoriques et pratiques si vastes, des initiatives si hardies et un jugement si sûr, que seuls, des esprits supérieurement doués peuvent se hausser à un pareil niveau. Or, en même temps que

la capacité des dirigeants s'est accrue, celle des simples exécutants s'est trouvée réduite. La division du travail, le perfectionnement des machines, ont rendu le rôle du travailleur à ce point facile que l'apprentissage est presque inutile aujourd'hui.

Ainsi, se sont formées des classes distinctes, séparées par un fossé chaque jour plus large. L'éducation permet bien rarement de le franchir, parce qu'elle ne dote que d'une faible partie des qualités nécessaires pour réussir maintenant.

Il est évidemment très irritant pour les esprits dominés par la passion égalitaire, de voir le rôle des élites tellement grandir qu'on ne saurait se passer d'elles, mais ce phénomène était inévitable. Examinez séparément tous les éléments d'une civilisation et vous saisirez vite l'importance des élites. C'est d'elles seules qu'émanent les progrès scientifiques, artistiques, industriels qui font la force d'un pays et la prospérité de millions de travailleurs. Si l'ouvrier gagne trois fois plus aujourd'hui qu'il y a un siècle et jouit de commodités que ne possédait pas un grand seigneur du temps de Louis XIV, il le doit uniquement à des élites travaillant pour lui, beaucoup plus qu'il ne travaille pour elles.

Par cela même, en effet, que le rôle des élites grandissait sans cesse, leur labeur s'accroissait aussi. La journée de huit heures n'est pas faite pour elles. C'est seulement par d'écrasants efforts que les élites modernes, celles de l'industrie surtout, réalisent découvertes et progrès. Elles atteignent souvent à cette opulence qui chagrine tant les esprits égaux, mais, en réalité, les élites industrielles oscillent toujours entre la richesse et la ruine, sans pouvoir espérer un état intermédiaire. La richesse, si tout est rigoureusement prévu, combiné et dirigé. La faillite et la ruine, si la plus légère erreur est commise. Le grand industriel n'a plus le droit de se tromper. Sous des dehors parfois fastueux se cachent souvent de

sombres soucis. Vient-il d'édifier une usine munie des meilleures machines, brusquement une découverte nouvelle, une concurrence inopinée, l'oblige à tout recommencer. La concurrence est devenue si âpre, les découvertes des laboratoires si soudaines, l'instabilité si générale que la quiétude d'esprit est interdite à l'homme qui dirige une entreprise quelconque ¹.

Dans le monde antique on ne pouvait s'enrichir comme le firent les Romains, qu'en ruinant les autres. Dans les temps modernes il est difficile de s'enrichir sans enrichir en même temps les autres. C'est ce qu'a très bien résumé M. d'Avenel dans les lignes suivantes :

On s'enrichissait aux temps féodaux par la guerre privée, en ruinant ses voisins ; plus tard par l'usure publique, en s'appropriant les fonds de l'Etat. On s'enrichit aux temps actuels en enrichissant ses voisins et l'Etat.

La richesse nouvellement conquise n'est point dérobée au peuple, ni obtenue du roi, mais bien créée, tirée du néant par la science ; et cette conquête individuelle de quelques-uns est accompagnée d'un gain collectif de tous, d'un gain vraiment social.

1. Le tableau tracé ici du rôle des élites est très sommaire, donc incomplet et par conséquent inexact sur bien des points. L'industriel créateur dont j'ai parlé constitue l'exception. Il tend de plus en plus à se dégager des responsabilités en mettant son industrie en actions. Même dans ce cas apparaît encore le rôle des capacités supérieures. D'après des renseignements obtenus de diverses sources, surtout en Belgique, des entreprises qui, gérées par des patrons rapportaient 10 à 12 p. 100, ne rapportent guère que 4 p. 100 soit trois fois moins dès quelles sont mises en actions. Beaucoup même n'échappent pas à la faillite.

Il s'en faut également, et de beaucoup, que, dans les affaires industrielles, les affaires financières surtout, les rétributions soient toujours proportionnelles à la capacité. Ce qui est rétribué surtout, ce sont des relations utiles. Un journal bien informé faisait remarquer que la plupart des individus engagés dans les finances étaient généralement d'une intelligence fort médiocre. Simples placiers d'affaires pour la plupart, les remises qu'ils obtiennent leur assurent cependant une situation brillante. Les bénéfices sont le plus souvent sans aucun rapport avec les services rendus. Un journal a signalé, sans être démenti, que chacun des douze administrateurs d'une de nos plus grandes sociétés de crédit s'attribuent aux dépens des Actionnaires un traitement annuel d'environ 300.000 francs pour un travail à peu près nul. Des faits analogues justifient certaines diatribes des socialistes. On ne peut les défendre qu'en les reconnaissant inévitables.

*
* *

Donc, les civilisations du type moderne créées par des élites, ne peuvent vivre et évoluer que par elles. Cette première constatation était nécessaire pour comprendre le problème auquel j'ai fait allusion en commençant. Ce problème, le voici :

Tandis que les progrès scientifiques amenaient les élites de mentalité supérieure à diriger le mécanisme de la vie moderne, les progrès des idées politiques conféraient de plus en plus à des foules de mentalité inférieure le droit de gouverner et de se livrer par l'intermédiaire de leurs représentants aux plus dangereuses fantaisies.

Sans doute, si la foule choisissait pour conductrices les élites qui mènent la civilisation, le problème actuel serait résolu, mais ce choix n'est qu'exceptionnel. Un antagonisme qui s'accroît chaque jour sépare la multitude des élites. Jamais ces dernières ne furent plus nécessaires qu'aujourd'hui ; jamais cependant elles ne furent aussi difficilement supportées. L'élite intellectuelle pauvre est à peu près tolérée parce qu'ignorée. L'élite industrielle opulente n'est plus acceptée et les lois sociales, édictées par les représentants des multitudes, visent continuellement à la dépouiller de ses richesses.

C'est ainsi que les sociétés actuelles ont fini par se diviser en classes distinctes dont les luttes rempliront l'avenir.

Comment concilier de telles oppositions ? Comment faire vivre ensemble l'élite, sans laquelle un pays ne peut subsister et une masse immense de travailleurs, aspirant à écraser cette élite avec autant de fureur que les Barbares en mirent jadis à saccager Rome ?

Le problème est difficile mais non insoluble. L'histoire nous apprend que les foules, très conservatrices, malgré leurs instincts révolutionnaires apparents,

ont toujours rétabli ce qu'elles avaient détruit. Le plus destructeur des triomphes populaires ne modifierait donc pas longtemps l'évolution d'un peuple. Mais les ruines accumulées en un jour demandant parfois des siècles pour être relevées, mieux vaut tâcher de les éviter.

Un remède d'aspect très simple serait de restreindre le pouvoir populaire. Sa simplicité même séduit beaucoup d'esprits. Ce moyen est cependant chimérique. L'évolution démocratique des gouvernements dans tous les pays montre qu'elle correspond à certaines nécessités mentales contre lesquelles les récriminations resteraient vaines. Une élémentaire sagesse conseille de s'adapter à ce qu'on ne peut empêcher. C'est donc aux élites à s'adapter au gouvernement populaire et à endiguer et canaliser les fantaisies du nombre, comme l'ingénieur endigue et canalise la force d'un torrent.

Constatons, d'ailleurs, et ceci forme déjà une utile consolation, que le dogme de la souveraineté populaire n'est pas plus irrationnel, au point de vue de la logique, que les dogmes religieux dont les hommes du passé ont vécu et dont beaucoup d'hommes du présent continuent à vivre. Il semblerait même, à en juger par les enseignements de l'histoire, que l'esprit humain s'adapte plus facilement à l'absurde qu'au rationnel. Disons simplement qu'il finit par s'adapter à tout.

En réalité, cette adaptation de l'élite aux multitudes serait assez aisée si les politiciens, semeurs d'illusions, n'avaient fait germer dans l'âme des masses ouvrières des erreurs et des haines, seuls soutiens de l'antagonisme dont j'ai parlé.

L'antagonisme s'évanouira le jour où les foules, conscientes de leurs vrais intérêts, découvriront que la disparition ou l'affaiblissement des élites entraînerait rapidement pour elles la pauvreté d'abord, la ruine ensuite.

Leur démontrer cette vérité élémentaire, sera difficile. Il est pourtant bien clair que si l'atelier sans maître, rêvé par les syndicalistes, ou l'atelier dirigé par des délégués de l'Etat collectiviste était, à la rigueur, possible au commencement du siècle dernier, à l'époque où la technique restait très primitive, ces formes d'organisation sont impossibles aujourd'hui.

Etrangers malheureusement à toutes les réalités, errant dans la sphère des illusions pures, les socialistes ne cessent de propager des utopies dont l'accomplissement amènerait la ruine rapide des âmes simples qui les écoutent.

Les chimères incrustées dans les cervelles populaires sont nettement marquées par le conseil suivant d'un délégué de la classe ouvrière, présenté et approuvé au congrès socialiste de février 1910 :

« Il n'y a qu'un moyen de vous affranchir, c'est de substituer aux propriétés capitalistes la propriété collectiviste qui, *gérée par vous et pour vous*, fera de vous tous, serfs modernes du salariat, des producteurs associés et libres. »

L'usine gérée par des ouvriers serait le navire privé de son capitaine et conduit par les matelots. Elle ne durerait que quelques jours. Administrée par un délégué de l'Etat collectiviste, elle se maintiendrait un peu plus longtemps, ce délégué se gardant bien d'y rien changer, mais au lieu de progresser, elle diminuerait vite d'importance et les salaires également. Ce ne sont pas assurément des fonctionnaires n'ayant aucun intérêt à une amélioration quelconque qui prendraient l'initiative de s'exposer aux risques de ruine supportés par les grandes entreprises modernes désireuses de prospérer.

Ne nous excusons pas de défendre d'aussi banales évidences puisque des millions d'hommes encore semblent les ignorer. Elles commencent cependant à se répandre dans divers pays, l'Angleterre et la Belgique surtout. C'est pourquoi le socialisme n'y a pas